

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА BALKANSKA FEDERACIJA

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА FEDERACIONIT BALKANIK

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ FEDERAȚIUNEA BALCANICA

بالقاز فدراسیونی

Adressez la correspondance à
F. LINDNER, Wien, IX.
Postamt 72, Postfach No. 37.

Paraissant tous les
1 et 15 du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois ;
5000 et 60.000 cour. pour l'Autriche
10 cent et 1 dollar pour tous pays restants

SOMMAIRE

TEXTE FRANÇAIS (457—464)

- G. Péri: Le conflit greco-bulgare devant la S. des N.
G. Kazanovsky: Au pays de la plus effroyable terreur.
M. Vladimirov: Seton Watson sur le mouv. révol. Yougoslave d'avant-guerre.
Alfred Roux: Le terrorisme en Roumanie.
Péta: Le procès de Paris.
Protestation des intellectuels tchèques contre la terreur en Roumanie.
Revue de la Presse.

TEXTE ALLEMAND (465)

Janko M. Milić: Nach Locarno.

TEXTE BULGARE (466—468)

- Г. Пери: Гръцко-българският конфликт пред обществото на народите.
Павел П. Шатев: Македонската проблема.
Петя: Парижкият процес.
М. Владимиров: Унутрашња политика Државе С.Х.С.
Н. Обаров: Александар Караџорђевић у Прној Гори.

TEXTE CROATE (470—471)

St. Vojković: Spoljna politika Jugoslavije na Balkanu.

TEXTE ALBANAIS (471—472)

Studenti: Amnestia e Zogollit.

PARTIE FRANÇAISE

Le conflit greco-bulgare devant la Société des Nations.

L'O.R.I.M. et l'opinion publique européenne.

Nos lecteurs liront avec plaisir l'article suivant dû à la plume du citoyen G. Péri, qui a bien voulu nous promettre sa collaboration. Ayant assisté personnellement aux séances du Congrès Socialiste de Marseille et à celles du Conseil de la Société des Nations, il nous donne ses impressions sur le crédit, ou plutôt le discrédit dont jouit l'ORIM auprès de l'opinion publique européenne. Voilà une nouvelle preuve du rôle néjaste des sicaires de Tsankoff dans la question macédoienne. Le général Protoguéroff et sa bande sont devenus les fossoyeurs de la cause du peuple martyr.

La Réd.

Le conseil de la Société des Nations était envoyé il y a une quinzaine de jours à Paris pour régler le conflit greco-bulgare. Entre les deux partenaires la Société des Nations n'avait pas évité l'effusion du sang. Mais enfin elle intervint cinq jours après les premiers coups de feu; son Conseil se réunit. On nous dit que jamais le mécanisme de Genève n'a fonctionné si vite, et de fait, lorsqu'on met en parallèle la rapidité relative d'aujourd'hui et sa lenteur à l'époque de Corfou, la comparaison ne laisse pas d'être édifiante.

Les hommes de Genève n'étaient pas très rassurés devant le puissant état italien: ils se sentent plus à l'aise en présence des deux partenaires d'aujourd'hui.

Les impérialistes grecs ont mené en Macédoine la plus outrancière politique de dénationalisation, la politique qui consiste à vouloir changer la composition ethnographique du pays, en chassant la population indigène pour la remplacer par des colons de Thrace et d'Asie Mineure.

On connaît d'un autre côté la politique „anti-macédoienne“ du cabinet Tsankoff. Celui-ci, ne l'oublions pas, est entre les mains des dirigeants de l'aile droite de l'ORIM, les terroristes que l'on désigne sous le nom de „Verkhovistes“ et d'„Autonomistes“.

Ce sont les Verkhovistes qui, naguère renversèrent Stamboliisky. Ce sont eux qui inspirent l'actuel gouvernement de Sofia: le dictateur Tsankoff tremble devant Protoguéroff, chef des Verkhovistes qui, après avoir apposé sa signature au bas d'un appel au front unique macédoien, a trahi sa parole et a trempé ses mains dans le sang des héros de l'indépendance de la Macédoine; les bourreaux de Sofia ont interdit la presse légale de l'émigration macédoienne, ils les ont remis comme victimes expiatoires à leurs complices en oppression les dirigeants de Belgrade.

Ce n'est pas seulement à Athènes, nous ne cesserons de le répéter, que sont les responsables du conflit actuel. Ce n'est pas seulement parmi les sicaires du général Pangalos que se trouvent les fauteurs des guerres balkaniques, celles d'aujourd'hui, celles à venir. Il y a dans la Macédoine, dans la ville même de Pétritch, un autre foyer d'incendie tout aussi dangereux: c'est le clan réactionnaire de l'ORIM. Ce sont les bandes blanches Verkhovistes autonomistes.

Bien entendu, la Société des Nations n'a pas abordé de front le problème macédoien. La solution du litige est em-

pirique. Les coups de feu ont pu cesser dans la Péninsule, mais rien, absolument rien n'a été fait en faveur de la paix.

Tel est le premier enseignement qui se dégage de l'évocation du conflit gréco-bulgare devant la Société des Nations.

Il en est un autre.

Quelques semaines avant que se réunisse le Conseil de la Société des Nations en août dernier, l'Internationale Socialiste avait tenu à Marseille son Congrès. Les hommes de la IIe Internationale avaient, comme les Pontifes de la Société des Nations, jeté un regard furtif sur la péninsule balkanique. Mais à celui qui a observé ces deux assemblées consécutives, une constatation s'impose, et nous avons le devoir de l'exposer ici.

C'est le discrédit désormais irrémédiable qui s'attache à l'ORIM. L'opinion publique avait longtemps considéré l'ORIM comme l'expression de la lutte pour la **liberté macédonienne**. On se souvenait que l'ORIM était sortie de la lutte du peuple macédonien contre le joug ottoman. On savait certes qu'entre la droite et la gauche de l'ORIM une bataille âpre s'était souvent livrée, mais on se rappelait de l'appel au front unique de mai 1924.

L'ORIM qui chez beaucoup représentait encore il y a un an le symbole de la lutte macédonienne, est aujourd'hui le synonyme de l'oppression féroce. Elle évoque les potences, elle évoque la dictature sanglante des bourreaux de Sofia.

On prononçait naguère avec sympathie le nom de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure. On ne le prononce plus qu'avec dégoût.

ORIM, cela veut dire aujourd'hui trahison de la cause macédonienne, assassinat des meilleurs fils des peuples macédonien et bulgare, vil instrument de la dictature Tsankoff. Aussi les efforts de l'ORIM au Congrès de Marseille en vue de rendre la cause macédonienne intéressante, ont échoué piteusement.

Quelle que soit l'incapacité chronique de la Société des Nations à trancher le moindre conflit dans le sens de la paix, quelle que soit la désinvolture avec laquelle les hommes de Genève ont esquivé la vraie question, le vrai foyer d'incendie, la vraie cause de la guerre est apparue à l'observation impartiale: ce foyer, c'est l'ORIM, ce sont les bandes Verkhovistes à la solde de Tsankoff.

Un journaliste bourgeois nous disait pendant la conférence au Quai d'Osay: „Le général Pangalos a fort mauvaise presse ici, mais comment oublier les terribles responsabilités de ceux qu'on appelle les „autonomistes“?

Voilà l'opinion qui s'imposera chaque jour davantage. C'est contre l'ORIM que l'on fondera la paix balkanique, parce qu'elle n'est, nous le répétons, que le gendarme de la terreur blanche bulgare.

La Macédoine couvre une superficie de 65.000 km² environ. Elle est arrosée par quatre fleuves. Elle est gratifiée des richesses naturelles les plus variées. Sa population, ethniquement diverse, atteint 2.302.000 habitants.

Au centre des Balkans, entre les bassins du Danube, des Mers Egée et Adriatique, elle a tous les droits, elle réunit toutes les conditions pour constituer un état libre et indépendant se gouvernant lui-même — et qui pourrait être le lien économique entre tous les peuples de la péninsule.

Les luttes séculaires des Macédoniens contre leurs oppresseurs sont la preuve la plus éclatante de l'unité politique de ce pays.

Qu'on le veuille ou non, c'est tout le problème macédonien que pose devant la Société des Nations le conflit bulgare-grec.

Et ce problème, on ne le résoudra pas en jonglant avec des formules juridiques.

Il n'est qu'un moyen de le résoudre: c'est par la réunion des parties démembrées de la Macédoine dans une unité politique indépendante; c'est par l'union des états voisins de la Macédoine en une Fédération Balkanique, seule susceptible de garantir l'indépendance de la Macédoine et celle des peuples balkaniques!

G. Péri

Au pays de la plus effroyable terreur

Le bilan de „l'administration“ des dictateurs sanglants en Bulgarie.

Deux ans et demi sont passés depuis que la Ligue Militaire prit le pouvoir en Bulgarie — par un coup-d'Etat nocturne. Exactement deux ans et demi depuis que les destinées du peuple bulgare sont dirigées par une

bande d'assassins. D'innombrables malheurs atteignirent le peuple bulgare depuis que ces professeurs et ces généraux jouent le rôle de „sauveurs de la race bulgare de la dictature de Stambouliisky“!

Dans tous les numéros de notre organe nous avons porté et portons à la connaissance du public d'innombrables faits sur l'„administration“ des dictateurs bulgares, faits qui sont la vraie image des conditions dans lesquelles le peuple bulgare, et surtout les masses travailleuses, sont obligés de vivre. Nous publions des renseignements sur la situation en Bulgarie, des publications et des déclarations d'hommes politiques européens, d'écrivains, d'hommes de science et des représentants des partis politiques bulgares, de la soi-disante „opposition“ légale.

Les renseignements que nous avons publiés jusqu'à ce jour, les faits que différentes personnalités politiques, scientifiques et littéraires de l'Europe font ressortir devant le public européen, les différentes informations qui parurent dans la presse bulgare et qui furent étalées au Parlement par les leaders de l'„opposition légale“, les précisions sur les victimes du régime des décapiteurs en Bulgarie — tout cela démontre qu'un grand désastre a frappé la terre bulgare, un désastre que nul autre pays ne connaît et n'a connu, un désastre qui apporta au peuple bulgare de bien plus grands malheurs que nul cataclysme dans nul pays du monde.

* * *

Quel est le bilan des forfaits accomplis depuis deux ans et demi par le régime de terreur en Bulgarie?

Toutes les garanties constitutionnelles dans le pays furent suspendues. La liberté de la presse, de la parole, les réunions publiques, le droit d'association ont été abolis. Les deux plus grands partis politiques bulgares: le Parti Communiste de Bulgarie et l'Union Agraire Nationale Bulgare furent dissouts; la plus grande coopérative populaire, l'„Osvobodjénie“ qui comptait 70.000 membres et avait des succursales dans toutes les villes et dans les tous les villages importants en Bulgarie, subit le même sort — et ses biens, qui atteignaient quelques dizaines de millions de levass, furent confisqués. Les syndicats ouvriers furent également déclarés illégaux. Toute possibilité de lutte pour maintenir la situation acquise sans même songer à pouvoir l'améliorer, fut enlevée au monde ouvrier. L'exploitation de l'ouvrier a pris des proportions macabres. La loi sur la journée de huit heures n'est restée que sur le papier — la durée du travail est en réalité de 10—12 à 14 heures par jour. Les salaires ont diminué. Le chômage a pris une extension menaçante. Le nombre des chômeurs dépasse 100.000. Eux et leurs familles, 500.000 personnes, sont privés de tout moyen d'existence. Les paysans sont privés des avantages qu'ils avaient obtenu par la loi sur la propriété et le travail foncier. Mais les spéculateurs, les gros commerçants, les industriels, les banquiers eurent l'entière liberté de piller le travail du peuple bulgare.

La situation financière de l'état a empiré d'une façon tragique. Les budgets n'accusent que des déficits de plus en plus grands. La réaction dans le domaine culturel bat son plein. Plusieurs gymnases et quelques centaines d'écoles primaires ont été fermés; plus de trois mille professeur et instituteurs licenciés; dans les bibliothèques les livres progressifs anéantis et prohibés.

Tel est, en quelques mots, le tableau de la situation sociale, économique, financière et culturelle en Bulgarie sous la dictature fasciste.

La terreur blanche s'est distinguée par l'arrestation d'environ 25.000 citoyens bulgares, par la condamnation à mort d'environ 300 personnes, par l'assassinat de dizaines de milliers de personnes par les condottieri, tout puissants. Elle livra à une misère noire des centaines de milliers d'existences — les familles des tués, des détenus, de ceux que le gouvernement licencia des institutions étatiques et communales, et de ceux qu'il fit licencier par des entreprises privées — car tous ceux qui sont soupçonnés de sympathie pour le mouvement communiste ou agrarien de gauche sont éloignés des emplois publics ou privés.

La terreur blanche s'est montrée en Bulgarie dans toute sa férocité et sa cruauté par la destruction physique des masses laborieuses bulgares, par les massacres en masses des populations de villages entiers, par le massacre de tous les anciens ouvriers actifs du mouvement communiste et agrarien de gauche, par le massacre de tous les ouvriers et paysans plus éveillés et de tous les intellectuels qui pourraient un jour être les guides du peuple travailleur.

En parlant de massacres, nous entendons par là ceux commis contre les innocents, sans tribunal ni jugement, car par ordre des juges, par la force des lois de Tsankoff, fussent-elles les plus draconiennes, ces gens massacrés ne pourraient être condamnés à mort et exécutés.

Quel est donc le bilan des crimes sanglants du régime de Tsankoff? A quel milieu appartiennent ces victimes de la terreur blanche? Quelle rang ont-elles occupé dans la vie publique bulgare?

Nous répartirons d'abord en trois périodes le régime de la terreur indescriptible de Tsankoff.

La première période est celle du 9 juin à la mi-octobre 1923. Pendant ce laps de temps 18.000 personnes furent tuées, dont quatre ministres, treize députés, sept maires de villes et de villages, vingt-et-un avocats, deux médecins, deux ingénieurs, un chimiste, treize instituteurs et professeurs, trois étudiants, six élèves de gymnases, deux prêtres. Le nombre de paysans, d'ouvriers, d'employés, d'artisans, de petits commerçants, etc. massacrés ne peut pas être établi séparément; mais il est hors de doute que les paysans en composent l'énorme majorité. Non moins de 16.000 paysans ont été certainement tués. Les meurtres sont accomplis dans toute la Bulgarie: à Sofia, à Samokov, à Doupnitsa, à Gorna-Djoumaya, à Mehomia, à Sarambey, à Beliovo, à Tatar-Bazardjik, à Plovdiv, à Stara-Zagora, à Bourgas, à Varna, à Choumen, à Roussé, à Tirnovo, à Ferdinand, à Berkovitz et dans beaucoup d'autres villes et villages. Les départements de Vratsa, de Pleven et de Viddin eurent le plus de victimes. Les arrondissements de Belogradjik, de Lom, de Ferdinand, d'Oréhovovo, de Berkovitz, de Vratza, de Béla Slatina et de Pleven furent les plus atteints par les bourreaux.

Durant la deuxième période, d'octobre 1923 au mois d'avril 1925, date de l'attentat de la Ste Nédélia, le gouvernement Tsankoff fit voter par le Parlement les lois les plus réactionnaires pour sa lutte contre les libertés et les droits des citoyens bulgares. En même temps il commença à organiser ses bandes noires qui, sous la protection et la collaboration de la police, de l'administratin et de l'armée, soumettaient à des inquisitions et tuaient les ouvriers, les paysans, les artisans, les intellectuels. On ne peut pas dénombrer exactement les victimes de la terreur de Tsankoff pendant cette période. On comptait tous les mois 40 à 50 personnes tuées par les assassins à la solde du gouvernement, aussi ne serait-il pas exagéré en évaluant le nombre des tués à 1000, parmi lesquels quatre députés: P. D. Petkoff, D. H. Dimoff, T. Strachimiroff et Har. Stoyanoff. Pendant ce temps-là, 160 révolutionnaires macédoniens, dont Tch. Kantardjiev, Sl. Kovatchev, A. Yovkoff, St. Hadjiev, Met. Alexiev, Al. Bouïnov, A. Vassileff et le colonel Atanassov, furent tués par ordre du même gouvernement, se servant pour cette besogne par la bande sanglante macédonienne de Protogouérov.

Durant la troisième période de l'administration de Tsankoff, c'est-à-dire après l'attentat de Ste Nedelia, 3000 personnes furent tuées, dont 1000 à Sofia. Ces meurtres ont été accomplis en avril, en mai et en juin. Le nombre des condamnés à mort fut de 280, celui des exécutés de quelques dizaines. Le nombre d'arrêtés pendant les premiers jours qui suivirent l'attentat a été de 25.000. Après que des milliers de gens furent relâchés, 3194 personnes se trouvaient encore dans les prisons le 12 juin, — d'après les aveux du ministre de la guerre Volkoff.

Cette fois aussi, les victimes étaient prises parmi les paysans, les ouvriers, les artisans, les intellectuels. Les jeunes furent particulièrement visés. Quelques centaines de tous jeunes gens, étudiants et étudiantes de l'Université et des écoles supérieures, des élèves des gymnases, des enfants ouvriers et paysans, furent tués, ou arrêtés, „jugés“ et condamnés.

Nous avons donné en son temps les noms d'une partie des victimes. Nous disposons maintenant de renseignements plus amples. Malgré qu'ils ne soient pas encore complets, ils seront suffisants pour que l'homme le plus insensible s'indigne, se révolte contre les cruautés des barbares contemporains.

Voici ces renseignements.

Sofia. A Pâques, 42 personnes, furent coupées en morceaux avec des sabres, dans la salle à manger du 6e bataillon d'infanterie, dans la rue Vitocha et le boulevard Skobelev. Entre autres: Lambi Kandeff, Yéko Dimitroff, Vassil Mouletaroff. On ignore l'endroit où les cadavres et les morceaux des corps coupés sont enterrés.

Le 9 juin — le deuxième anniversaire du coup — d'Etat 20 personnes arrêtées après l'attentat, furent toutes tuées. Entre autres: Guéno Petroff, de Varna; Anna Maimounkova, ancienne rédactrice des journaux Rabotnitchka (L'Ouvrière) et Ravenstvo (Egalité).

A Sofia furent tués, entre autres: Vassil Lenkoff, ouvrier métallurgiste; Gr. Dimitroff — ouvrier syndiqué; Braïko Loukoff, avocat; St. Dimoff, — employé; Iv. Manoff — employé; K. Nenoff, employé; Iv. Nedelkoff — (Chabline) publiciste, ancien député du P. C. B.; Dr. Vassil Ivanoff — un des premiers médecins de la capitale, K. Tchepicheff — avocat; Gueorgui Zoubaroff, avocat; Vassil Mouletaroff, avocat, ancien député et conseiller municipal de Sofia; Spass Mouletaroff, avocat, frère de V. Mouletaroff; Jéko Dimitroff — ancien secrétaire de l'Union Générale des Syndicats; Kosta Yankoff, major de réserve de l'Etat-major général; In. Min-koff, capitaine de réserve; D. Tchintouloff, ouvrier, attaqué et tué dans sa maison; Kodjeïkoff — lieutenant-colonel de réserve, tué ensemble avec Yankoff, dans sa propre maison, située au centre de la ville et incendiée; Vassil Guéorguiev ancien cheminot, employé de la coopération „Osvobodjénie“; le général Topaldjikoff — chef de l'Etat-Major de l'armée sous le cabinet Stambouliski, (arrêté à Sofia, il fut emmené à Kustendil, où on le tua); le général Litcheff — au service actif sous le cabinet Stambouliski; Miko Petkoff, député; Sergei Koumiantseff — poète; Gr. Kouzmanoff, journaliste; Guéno Mileff — écrivain et poète (interprète de la délégation anglaise du Labour Party après l'attentat, ce qui lui coûta la vie); Chr. Yasénoff — poète; Joseph Herbst — journaliste, rédacteur des journaux „Vetcherno Echo“ et „Soutrinno Echo“, organes indépendants de l'opposition, qui paraissaient jusqu'à l'attentat; il fut brûlé vif dans le bâtiment de la „Sûreté Générale“; Ivan Gantcheff, journaliste, collaborateur de J. Herbst; Lambi Kandeff, ancien député, rédacteur du journal „Ouchitelskt Iskra“ et secrétaire de l'organisation des instituteurs et professeurs et des employés de l'instruction publique; G. Vassiloff; ouvrier; Saltcho Vassileff, menuisier et ancien candidat du P. C. B. au Sobranié; Marko Dimitroff, journaliste; Marko Moritz, banquier; Temelko Nenkov, de Pernik, mineur et ancien député, leader de l'union ouvrière des mineurs; Nikolai Gramovsky, employé de commerce, militant syndicaliste, ancien rédacteur d'un journal ouvrier bulgare en Hongrie soviétiste; Zinoff et sa femme, emportés une nuit de leur maison en automobile et tués; Todor Atanassoff, avocat; Dr. N. Tsarvoulanoff, médecin spécialiste des maladies nerveuses; Todor Dimitroff — tué dans le bâtiment de la „Sûreté Générale“; Athanas Stratiev — s'est jeté du haut du bâtiment de la Sûreté générale; Vlad. Blagoeff, avocat, tué. **Sept officiers** furent tués et étranglés; leurs cadavres furent jetés à la rue, — dont le major Milanoff, le capitaine Krotneff avec sa femme, le capitaine Belev et autres.

Quelques membres de l'Union Agraire, tués à Sofia. Kiril Pavloff, ancien ministre; Nikolai Pétrini, député; Pavun Grozdanoff, conseiller municipal; D. Dinkoff, journaliste; Dim. Grantcharoff, journaliste; Mar. Popoff, ancien député, tué à Sevlivo; Gueorgui Kossovsky, député enlevé entre Vidin et Koula, puis disparu sans trace; Peter Yaneff ancien député et ministre; Kantcho T. Tchamoff — ancien député; Nedelcho Guéorguiev, ancien député et vice-président du Sobranié; Kamen Petroff, ancien député; Kosta Iliev, ancien député; Jordan Vinogradski, ancien député; Iv. P. Kojouharoff, idem; Alex. H. Petroff — idem; Iv. Dimitroff, idem; Kosta Yantcheff — idem; Boïtcho Hadjiev, idem; Tsonio Matoff, idem.

Roussé. Seize personnes furent fusillées ensemble sur l'escalier de la Sûreté Générale, dont: Al. Athanassov (Chesk'), ancien député; Naïden Kiroff, ancien maire; Mintcho Topaloff; Philippe Rakovsky; Gueorgui Tahtchieff, grièvement blessé et laissé pour mort par ses bourreaux, il survit par miracle et se trouve actuellement à l'hôpital.

Orkhané. Vingt-six personnes sont fusillées sur la route de Sofia. Presque tous des membres (environ 12) des jeunesses communistes.

Ikhtiman. 22 personnes fusillées après les plus cruelles inquisitions.

Village Beliovo. (Sur la ligne de chemins de fer Plodiv-Sofia). 26 personnes emmenées en wagon spécial et fusillées à la gare; on y trouva une famille entière: le père, la mère et les enfants.

Samokov. Six personnes de cette ville furent emmenées à Sofia et fusillées.

Varna. Huit marins et quatre ouvriers fusillés.

Slatina. (Village du département de Karlovo). Des gens arrêtés et emprisonnés dans l'école; Pendant qu'ils dormaient, ils furent attaqués. la nuit avec des bombes jetées du dehors et furent tués; Koumtcho Mintcheff, ancien conseiller municipal; Chr. Guéorguieff — ancien président du conseil administratif scolaire.

Choumen. D. Mikhailoff, avocat, Guéorguieff, avocat, Kalapoff — commerçant, tous les trois agrariens; Guino Piskoff — artiste-peintre; 500 personnes sont en prévention; on exige des condamnations à mort de 135 personnes.

Des révolutionnaires macédoniens tués, nous nommerons: M. Manoleff, enlevé en plein jour de chez lui, rue E. Jossif à Sofia; deux jours après son cadavre fut trouvé à vingt pas du palais royal; Iv. Serafinoff et M. Yantcheff — inspecteurs de l'enseignement primaire; An. Angueloff, K. Petroff, N. Aliokoff, les frères H. Délévi — disparus; R. Karanoff, N. Angueloff, ayant les jambes cassées par suite des bastonnades. Environ 80 personnes sont tuées à Nevrokop; 14 autres sont tuées avec le secrétaire de la mairie du village Gradévo (département de Gorna Djoumaïa). En août 1925, 26 personnes furent tuées dans la région de Gorna Djoumaïa, dont: T. Komitoff, P. Mikhailoff — voïvode, tué à Soïa, pour avoir refusé à commander une tchéta contre les ouvriers et les paysans. As. Daskaloff — l'assassin de Al. Vassileff et G. Athassoff, tué à Radomir. On massacre sans cesse tous les partisans des idées chères à Yané Sandansky et de Gotsé Deltcheff, qui luttèrent contre l'immixtion du roi Ferdinand dans les affaires intérieures de l'organisation macédonienne.

Les massacre des invalides de la guerre. Léchansky, secrétaire de l'association des invalides à Doupnitsa; St. Dentcheff — vice-président de l'association des invalides à Trn et membre du Comité Central de l'organisation; G. Miltcheff — président de l'association des invalides à Ikhtiman, et autres; tous tués.

Autres meurtres. — **Varna:** Véliko Kostoff et deux autres, tués dans la rue. **Village Bouhovo** (départ de Haskovo); G. Petroff, tué dans un champ. **Lovetch:** B. Beff et T. Katsaroff, tués en prison. **Gabrovo:** Iv. Dimoff, N. Mintcheff et G. Popoff, tués chez eux. **Péchtéra:** A Paounoff, du village Batak, tué en prison. **Bourgas,** 4 personnes tuées chez elles; — Racheff, instituteur et Vl. Pavloff, tués en prison. **Sofia:** 4 jeunes gens se jetèrent du haut de la Sûreté Générale et succombèrent, ne pouvant plus supporter les inquisitions. **Tirnov:** St. Nedkoff — arrêté et tué. **Village Mahalata:** Tr. Angueloff, tué. **Plovdiv:** S. Agoff, tué en prison; six autres personnes tuées dans un combat avec les organes du pouvoir. **Sliven:** S. Dimitroff, T. Smokoff, P. Stoeff et huit autres, tués. **Village Stakevtsi:** Gr. Arsoff, tué; D. Boneff grièvement blessé; N. Grigoroff, blessé. **Haskovo:** As. Tchémchiroff, se jeta du haut de la Sûreté Générale et mourut. J. Diakoff et V. Pavloff, arrêtés et tués; **Kilifarévo:** G. Skraplieff, tué dans la mairie. **Village Gabrilovo:** Neuf tués, dont Iv. Ivanoff et J. Stefanoff. **Bratsigoro:** B. Patritcheff et G. Sladkoff, tués. **Kemklar:** Iv. Miteff, jeté vivant dans un puits. **Ikhtiman:** quatre membres (tchetnitsis) d'organisations de combats, tués. **Karnobat:** R. Diakoff et Chr. Todoroff, arrêtés et fusillés. **Village Brézoro:** G. Vladimiroff, tué au commissariat de police. **St. Vratch:** N. Lazaroff et un autre sont tués dans le chef-lieu d'arrondissement. **Village Golak** (département de Tatar Pazardjik): 26 personnes tuées dans un combat. **Village Binkos:** quelques personnes arrêtées et tuées sur la route de Nova Zagora. **Mezdra:** D. Todoroff et Chr. Markoff, du village Kremen, et Iv. Kojouharoff du village Tiptchenetz, tués. **Sliven:** Treize personnes tuées près de la gare, le 13. mai. **Village Chipkovo:** G. Minkoff, tué. **Choumen:** G. Ilieff, se suicida pour mettre fin aux tortures qu'on lui faisait subir. **G. Orehovitsa:** l'avocat Zrinoff se suicida aussi par suite des persécution qu'il subissait. **Radomir:** G. Christoff, instituteur, tué; **St. Zagora:** At. Gantcheff, instituteur et Iv. Radeff, cheminot; **Village Tchobandéré:** Yanko Andonoff, tué. **Kazanlik:** N. Tchechmedjiev, tué en prison. **Village Kouklen:** Iv. Karadjoff, tué; A. Martsoff et M. Petroff, disparus. **D. Vassiltza:** M. Gentcheff, tué. **Village Yankovo:** (région de Preslav), l'instituteur A. Dimitroff, tué. **Dans la région de Sliven** furent tués: Dinko Popéto, P. Dichieff, Siviloff, S. Stefanoff. **Panagourichté:** N. Gentcheff, député agrarien, tué. **Hatskovo:** Neuf personnes de la tchéta de M. Ganef et lui-même furent tués, de même que 3 soldats; un officier, deux soldats et deux fascistes furent blessés. **Dans la région d'Orkhané:** P. Petkoff, tué. **Tirnov:** N. Gabrovsky, homme politique connu, fondateur du parti socialiste, et plus tard — communiste, avocat, tué dans sa maison. **Région de Bélogradtchik:** N. Chr. Dzanef, instituteur, tué. **Village Tékia:** J. Zinguinoff et G. Dimoff, tués. **Svistov:** M. Vassileff, avocat, tué dans l'hôpital.

Les noms que nous venons d'énumérer ne sont qu'une petite, une infime partie des crimes des dictateurs sanglants.

Les procès: Jusqu'à présent 168 personnes sont condamnées à mort; les procureurs demandent encore 700 à 800 condamnations capitales. Le total des années de prison auxquelles sont condamnés les innocents se comptent par siècles, tandis que les amendes imposées — par dizaines de milliards de levas. A Lom on fait le procès des 121 et on demande 80 condamnations à mort. A Haskovo on veut la mort de 150 personnes. A Tirnov, se déroulera bientôt un procès monstre auquel sont assignés environ 10.000 personnes, soit comme accusés, soit à titre de témoins.

Nous ne parlerons pas des inquisitions; on connaît quelque peu que la brûlure avec des fers chauds, la coupe de chairs vivantes, l'arrachement des ongles, etc., etc., sont quotidiennement utilisés par les satrapes.

Internés à l'intérieur du pays: Raina Kandevo avec ses enfants; Adol Levi avec sa famille; Alexi Lambroff — avocat; Metodi Chataroff, employé; Metodi Draganoff, employé; Nicolas Stefanoff avec sa famille; Nicolas Petkoff, ouvrier métallurgiste; K. Traïkoff, coiffeur; T. Samodoumoff; élève-pédagogue; Nicolas Vajaroff, journaliste; Tsvétan Dimitroff, ouvrier métallurgiste et des milliers d'autres, surtout dans les régions de Haskovo et de Plovdiv. Environs 300 paysans sont massacrés dans ces mêmes régions, des centaines de familles paysannes sont dispersées, accusées d'avoir été des 'nids de conspirateurs'.

Dans la région de Bourgas la situation est aussi tragique.

Tel est le tableau de la situation en Bulgarie après l'attentat de Ste Nédélia.

Il est terrifiant. Il provoquera le dégoût et l'indignation de tout honnête homme.

Les renseignements que nous publions se sont déroulés entre le 16 avril et le début du mois de septembre dernier.

Cette situation continue. Les bandes de Tsankoff, devant les protestations de l'opinion publique européenne, commencent à s'abstenir de tuer ouvertement les citoyens bulgares dans la rue, les maisons, ou les prisons. Au fond, la situation reste la même; le massacre des ouvriers, des paysans et des intellectuels bulgares continue. Les assassins sont toujours introuvables!

Nous parlons sur les massacres de citoyens bulgares, sans nous arrêter en ce lieu sur la terreur et les violences, les traitements et les cruautés que les bandes fascistes de Tsankoff continuent à infliger à tout le peuple bulgare.

D'après les informations de l'Arbeiter Zeitung du 22 de ce mois, rien que pour la première quinzaine de novembre dernier, on tua: dans la région de Yambol K. Ivanova; dans la région de Sofia le machiniste G. Dimitroff; une personne, dont l'identité n'a pu être établie fut trouvée tuée aux alentours de Gabrovo; une famille entière composée de neuf membres fut massacrée dans la région de Svistov, — tandis qu'à Sofia on trouva tué dans un hôtel le citoyen Mitovin.

Telle est la situation actuelle dans la Bulgarie de Tsankoff, Volkoff et Rousseff. Cette bande de criminels du droit commun massacra sous les yeux des représentants des grandes puissances de l'Europe occidentale 22 000 citoyens bulgares — la fleur de la nation; elle jeta dans le deuil et la misère plus de 100.000 existences. Ces satrapes privent le peuple bulgare de toutes les possibilités de vivre et de se développer économiquement et culturellement. Ces bêtes immondes continuent à tuer et à verser le sang!

Cela ne peut et ne doit pas continuer! La campagne contre les criminels ne doit pas cesser. Elle doit prendre un caractère général et quasi unanime, car il n'y a que les protestations puissantes et impératives de l'opinion publique européenne qui pourront forcer les dictateurs fascistes bulgares à cesser le massacre.

G. Kazanovsky

Seton Watson sur le mouvement révolutionnaire yougoslave d'avant-guerre

Dans le numéro 12, du 12 octobre 1925, la revue yougoslave „La Nouvelle Europe” reproduit la troisième partie du livre de Mr. Seton Watson, intitulé: „Sarajévo-Etude sur les causes de la guerre mondiale”, livre qui doit paraître prochainement en anglais et en plusieurs langues européennes, pour contribuer à l'étude de l'événement de Sarajévo et les responsabilités particulières qui incombent aux gouvernements des Etats européens dans la catastrophe de 1914. Ce chapitre est intitulé: „Le mouvement révolutionnaire yougoslave” et analyse la vague révolutionnaire contre la monarchie austro-hongroise en Bosnie, Herzégovine et en Croatie, et la formation

de la pensée nationale yougoslave. — analyse sommaire et générale depuis le congrès de Berlin jusqu'à 1903; détaillée et avec des tendances claires de 1903 à 1914.

La seconde partie de l'étude de Mr. Seton Watson nous intéresse en tout premier lieu. D'abord, parce que l'époque qu'il étudie est plus importante pour la compréhension des événements survenus en 1914; ensuite, parce qu'on y parle exclusivement du mouvement révolutionnaire de la jeunesse yougoslave et des actions entreprises par celle-ci à cette époque contre la monarchie austro-hongroise. Ajoutons aussi qu'il est plus naturel que nous nous arrêtions particulièrement sur la dite époque des actions de la jeunesse révolutionnaire, car nous sommes de ceux qui n'ont pas seulement suivi ces luttes dans la presse ou qui se sont liés aux informations d'"amis intimes", mais nous y avons participé à certains, nous avons été témoins oculaires à d'autres.

Les journaux nous informent que Mr. Seton Watson s'est donné beaucoup de peine pour se procurer le matériel pour la troisième partie de son livre qui traite sur Sarajévo, visitant dans ce but Belgrade, Agram et Vienne. **Malgré cette peine louable, nous devons constater que son étude est écrite: 1) avec une documentation insuffisante et unilatérale; 2) beaucoup de faits ne répondent pas à la vérité historique; 3) dans ses conclusions, l'étude est injuste et tendancieuse, voulant défendre la thèse du gouvernement yougoslave sur l'attentat de Sarajévo et ses responsabilités dans la guerre européenne.**

Pour être justes, nous nous empressons de dire que certains détails que contient l'étude sur le mouvement de la jeunesse révolutionnaire yougoslave d'avant-guerre sont justes, — mais pris à part, ils ne signifient rien, ou motivés tendancieusement et faussement, ce n'est plus le vrai tableau, mais sa caricature.

Nous considérons comme un détail si on parle de l'existence de l'organisation de la jeunesse révolutionnaire contre l'Autriche, en passant sous silence ceux qui les aidaient matériellement et moralement, et ceux qui dirigeaient leurs actions. C'est un détail que d'énumérer le nombre de journaux de la jeunesse révolutionnaire; c'en est un autre si on ne fait que constater que le grand révolutionnaire Vladimir Gatchinovitch, grâce à sa force intellectuelle et morale, était le chef de toute une génération, et si on ne mentionne pas en même temps qu'il était **membre de l'organisation „L'Unité ou la Mort”, travaillant toujours en conformité des ordres de celle-ci.**

Mr. Seton Watson aurait pu connaître la chronique des événements à Londres, sans devoir visiter pour cela Belgrade et Agram. Et si son travail s'était limité à cela, il est certain qu'il aurait procuré un matériel autrement utile à l'historien. Mais trompé par la réaction, il n'a fait que renforcer la tendance politique malsaine, contribuant à semer la confusion dans la recherche des vérités historiques.

Pour rejeter toute responsabilité de la Serbie officielle dans les événements survenus en 1914, Mr. Seton Watson a mentionné intentionnellement des hypothèses inexactes et de fausses conclusions.

Epris de la vérité et tenant à continuer la discussion impartialement, nous releverons les principaux faux affirmés par Mr. Seton Watson, relatifs au mouvement de la jeunesse révolutionnaire yougoslave d'avant-guerre.

En lignes générales, Mr. S. Watson affirme: 1.) qu'il existait un mécontentement chronique dans les contrées yougoslaves de l'ex-monarchie austro-hongroise, des dispositions révolutionnaires contre la monarchie et que la tendance pour l'unité existait depuis toujours. Cet état d'âmes s'est renforcé lors des changements politiques en Serbie en 1903, et a créé un terrain volcanique favorable au rassemblement des révolutionnaires et aux actions terroristes. 2.) Pour cela toutes les actions de la jeunesse révolutionnaire sont nées d'elle-même et sont autohtones, sans influence extérieure, sinon celle des révolutionnaires russes Hertzen, Bakounine, Savinkoff, etc.

Cette affirmation de Mr. Seton Watson est absolument fautive. Nous ne nions pas l'existence des dispositions révolutionnaires contre l'Autriche dans les masses populaires yougoslaves. Même plus, il existait des aspirations pour l'unité; on pouvait noter même chez une partie des intellectuels la pensée nationale yougoslave, artificiellement créée. Mais de la disposition et de l'aspiration, à l'action révolutionnaire et à la réalisation d'un programme politique révolutionnaire, — il y a loin. Quelquefois cet écart dure une décennie, d'autres fois cinquante, la réalisation dépendant toujours de nombreuses conditions économiques et politiques, et ensuite de la **force révolutionnaire créatrice et des capacités d'organisation des éléments révolutionnaires.** Nous soulignons ce que nous venons de dire, et nous nous expliquons. En Russie, le mécontentement

existait et la révolte grondait contre le tzarisme tout un siècle; il y eut mille procès politiques et les prisons étaient remplies de révolutionnaires; il y eut les Décabristes et la Volonté du Peuple; il y eut 1905. Quand même, la chute définitive du tzarisme ne devait survenir qu'avec Lénine et le parti bolchévique. Les Serbes ont lutté cinq siècles contre les Turcs, mais ce n'est que l'insurrection de Karadjordjé qui les libérera nationalement.

D'autre part, nous sommes témoins de la révolte permanente des Hindous et des Irlandais contre la patrie de Mr. Scotus Viator, mais les uns et les autres attendent encore le jour de leur libération.

Tous ces exemples montrent que les dispositions révolutionnaires ne donnent pas d'eux-mêmes les résultats que s' imagine Mr. Scotus Viator.

Il existe des mouvements révolutionnaires qui naissent d'eux-mêmes. Tels sont, en général, les soulèvements sociaux et les grandes révolutions populaires, comme la Révolution Française et la Révolution Russe.

C'est tout autre chose quand sont en question les luttes nationales révolutionnaires, — surtout des petits peuples.

Les pays balkaniques sont l'exemple classique qui montre combien peu est indépendante la lutte nationale révolutionnaire à l'époque capitaliste-impérialiste que nous vivons. La Macédoine lutte des décades pour délivrer son mouvement national-révolutionnaire de l'impérialisme des différents pays balkaniques, et ce n'est que ces derniers temps qu'elle réussit. L'Albanie aussi illustre notre affirmation. Et si Mr. Watson avait étudié le mouvement révolutionnaire yougoslave, s'il l'avait comparé avec les autres mouvements dans les Balkans, peut-être que ses conclusions auraient été tout autres, à moins qu'avant d'avoir commencé son travail, il ait consenti d'avance à défendre une cause aussi injuste que fautive.

Pour montrer la fausseté de l'opinion de Mr. S. Watson sur le mouvement révolutionnaire yougoslave, il faut constater les faits suivants:

Avant tout, le mouvement révolutionnaire yougoslave, au vrai sens du mot, n'a pas existé, mais seulement un mouvement national yougoslave (avec l'idéologie nationaliste yougoslave) dans une partie de la jeunesse qui était contre les méthodes révolutionnaires et pour le travail réformiste, ne se distinguant idéologiquement en rien de Svétozar Pribithévitch et de la coalition serbo-croate. Le mouvement révolutionnaire existait dans l'autre partie de la jeunesse nationale serbe, croate et slovène, **inséparable du mouvement révolutionnaire serbe, travaillant d'après les directives et dépendant à tous les points de vue du Comité Suprême du mouvement révolutionnaire serbe.**

Cette partie révolutionnaire de la jeunesse n'avait pas l'idéologie nationale yougoslave.

Le mouvement révolutionnaire serbe était mené par l'organisation révolutionnaire secrète: „L'Unité ou la Mort”, organisation ayant à sa tête le colonel Dimitriyévitich-Apis. Jusqu'à l'anéantissement de cette organisation, c'est-à-dire jusqu'au procès de Salonique, le mouvement révolutionnaire serbe était réellement révolutionnaire et libérateur. Comme tel il dirigeait tous les actes révolutionnaires en Turquie et dans les contrées serbes, croates et slovènes de l'Autriche, dans le but exclusif de l'expansion serbe.

Tout jeune révolutionnaire qui accomplissait une action contre l'ex-monarchie était membre de l'organisation „L'Unité ou la Mort.” Ainsi, ces actions révolutionnaires étaient accomplies grâce à l'aide matérielle et morale de l'organisation, qui encourageait et tenait à la hauteur le moral de chacun, qui devait à son tour se conformer strictement à ses principes.

Ce que nous venons de dire est suffisant pour se rendre compte que le mouvement révolutionnaire de la jeunesse n'était pas indépendant, mais bien une branche du mouvement révolutionnaire serbe, c'est pourquoi nous sommes étonnés que Mr. Seton Watson n'en dise mot dans son étude.

C'est être bien peu sérieux dans le développement des faits historiques de la lutte libératrice serbe, que de ne pas tenir compte du rôle joué dans cette lutte par l'organisation national-révolutionnaire „L'Unité ou la Mort,” à la tête du colonel Dimitriyévitich.

Ce qu'était Karadjordjé pour les Serbes sous les Turcs au commencement du XIX siècle, le colonel Dimitriyévitich-Apis l'était pour la fin du XIX. et le commencement du XX. Le 29 mai 1903, il a libéré le pays de l'ennemi intérieur et a rendu possible la continuation de la lutte expansive serbe, incarnant cette lutte jusqu'au commencement de la guerre européenne.

Une autre question que passe sous silence Mr. Seton Watson est le fait que toutes les actions entreprises en Autriche par le colonel Dimitriyévitich par l'intermédiaire des

membres de son organisation, depuis l'attentat de Jérayitch jusqu'à celui de Sarajévo, étaient connus et approuvés par le gouvernement serbe d'alors et le roi Alexandre. Ceux-ci n'ont nié cela que depuis qu'ils ont commencé à craindre les responsabilités qui pèsent sur eux pour ces actions. Nous pensons que cela montre sous le jour le plus sombre le travail de Mr. Watson, car il défend et engage son nom et sa réputation scientifique, en faveur d'un des régimes les plus corrompus et les plus réactionnaires qui existent.

Cette tendance se remarque le plus clairement dans la partie de l'étude où il est spécialement question de l'attentat de Sarajévo et de la réunion de Toulouse. L'attentat de Sarajévo est montré comme un acte désespéré des précheurs errants de la révolution, et la réunion de Toulouse comme un bayardage de café et un plan de „jeunes conspirateurs que le courage abandonne.“

Sachant que l'attentat de Sarajévo est le talon d'Achille, et du roi Alexandre, et du régime de Pachitch en Yougoslavie, la défense de Mr. Watson nous semble d'autant plus malhonorable, ce qui nous force à relever encore un fait historique important: nous voulons dire quelques mots sur la réunion de Toulouse.

Il existe trois versions sur cette réunion. La première est de Mr. Pierre Sléptchévitch, qui écrit dans l'article „La jeunesse et l'attentat de Sarajévo“: „Vers le mois de janvier ils invitèrent quelques jeunes à une réunion à Toulouse, en France (Gatchinovitch, Jivanovitch, Mouhamed Mehmedbachitch, Moustapha Goloubitch et un polonais, tué plus tard comme volontaire de l'armée serbe). Là, ils décidèrent que Mehmedbachitch doit tuer le général Potiorek, gouverneur de la Bosnie, et lui donnèrent des armes et du poison. La situation en Bosnie était trouble. Potiorek se tenait sur ses gardes; et l'occasion ne se présenta pas pour commettre l'attentat. (La Nouvelle Europe du 21 janvier 1925). Ce que nous venons de citer ne répond pas à la vérité.“

La seconde version, exposée par Mr. S. Watson dans son étude, dit: „En janvier 1913, il (Gatchinovitch) invita quelques jeunes Bosniaques — dont deux musulmans, Mehmedbachitch et Moustapha Goloubitch — à une réunion à Toulouse et là leur fournit des armes et du poison dans le but d'attenter à la vie du général Potiorek... mais les jeunes conspirateurs perdirent courage: de peur du contrôle douanier qui a lieu au passage de la frontière autrichienne, ils jetèrent les armes par la fenêtre de leur wagon.“ Cette version est un mensonge historique et une malhonnêteté. Notre génération révolutionnaire d'avant-guerre ne connaissait pas la peur; le combattant révolutionnaire Moustapha Goloubitch moins que tout autre. Sa vie, de Koumanovo aux géôles de Salonique en fait foi. Moustapha Goloubitch était pour cette génération, comme par celle d'aujourd'hui, moralement pur comme Vladimir Gatchinovitch. Mr. Watson ferait donc bien de revenir sur ses affirmations, de les soumettre à un nouveau contrôle et de reconnaître publiquement son mensonge, en n'oubliant pas de nous dire quels sont ces „amis intimes“ de Gatchinovitch de Sarajévo qui l'informent si bien!

La troisième version, la seule vraie, est celle du publiciste français Victor Serge, parue dans la revue parisienne „Clarté“ de mai 1925. On y lit: „En janvier 1914, le groupe décide de se réunir à Toulouse où résident Goloubitch et Mehmedbachitch. Gatchinovitch se trouve seul au rendez-vous les deux autres camarades manquant d'argent... C'est là que l'exécution de l'archiduc François-Ferdinand est décidée en principe, ainsi qu'un attentat qui n'eut pas lieu contre le général Potiorek, gouverneur de Bosnie. Gatchinovitch propose le concours de ses amis Ilitch et Printzip.“

A la réunion de Toulouse assistaient seulement Gatchinovitch, Goloubitch et Mehmedbachitch.

La réunion de Toulouse ne doit pas être séparée de l'attentat de Sarajévo, car elle est le point de départ de l'organisation de celui-ci. L'initiative de la réunion appartient à Moustapha Goloubitch et Vladimir Gatchinovitch, qui la convoquèrent après l'autorisation et conformément aux décisions de l'organisation „L'Unité ou la Mort.“ A cette réunion, l'assassinat de Potiorek était de moindre importance.

Par tout ce que nous venons de dire, il est clair que l'attentat de Sarajévo était la dernière grande action de l'organisation „L'Unité ou la Mort“, survenue quelques mois après la réunion de Toulouse, non comme un acte inconscient et désespéré, mais réfléchi et bien organisé, dont doit être fière l'histoire révolutionnaire.

Si Mr. Séton Watson veut le présenter mensongèrement, afin de défendre un régime pourri et l'aider à tenir en esclavage quelques peuples, que cela serve son honneur, et rien que le sien!

M. Vladimirov

Le terrorisme en Roumanie

Henri Barbusse assailli, maltraité, obligé de partir.

Nos lecteurs se rappellent les impressions publiées par nous de Henri Guernut sur la Roumanie, où le publiciste français avait trouvé le terrorisme fasciste plus violent que jamais lorsque, l'été dernier, il avait visité ce pays saignant sous le joug des boyards.

Nous avons présenté ensuite, à nos lecteurs, des extraits de la brochure de l'ancien ministre roumain Costa Foru dans lesquels étaient relatés les actes iniques et arbitraires de la Siguranza, et les traitements infligés aux détenus, traitements qui poussaient, qui forçaient ces derniers à avoir recours à l'acte de désespoir le plus atroce: à la grève de la faim.

Vint ensuite le procès de Kichenev; ce nom fera frémir longtemps, bien longtemps d'horreur et de révolte tous ceux qui voudront se renseigner sur les souffrances endurées par le peuple roumain. Kichenev formera l'une des pages les plus sombres de la sombre histoire du régime roumain en plein XX siècle.

Cette cruelle répression émut la conscience publique. L'Europe frémit d'épouvante. Des meetings de protestation furent organisés partout pour essayer d'arracher des griffes de leurs bourreaux ces cinq cents paysans traînés devant ces soudards qui, cyniquement, insultent à l'humanité en se nommant des juges. De ces pauvres malheureux détenus depuis plus d'un an plusieurs, ayant été soumis à la „question“, ont déjà succombé à leurs tortures. Les restants, entourés de baïonnettes, de mitrailleuses, attendent, dans la cour de la forteresse de Kichenev, la fin de cette macabre comédie „judiciaire“ pour s'entendre condamner à la mort par pendaison. Le Secours Rouge International, la Confédération Générale du Travail Unitaire de France, la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen, etc. etc. avaient, dans tout les pays, élevé leur voix vibrante pour empêcher ce crime barbare de se consommer.

Au lieu de céder à la pression de l'opinion européenne, le gouvernement de Bucarest en digne représentant des boyards, essaya tout simplement d'étouffer les explosions de la conscience mondiale révoltée. A l'intérieur, la chose était facile — grâce à la Siguranza. Le régime de terreur de Bucarest était parvenu à bâillonner la presse roumaine. Mais la presse étrangère? Les fonds secrets du budget servirent bien à entretenir l'amitié de quelques organes d'une certaine presse jaune. Mais que faire pour les autres? pour les journaux qui ne sont pas achetables? Ce ne sera pas si difficile que ça — se dit-on à Bucarest; empêchons les informateurs, les enquêteurs sur place, de recueillir leurs informations.

Aussitôt dit, aussitôt fait.

Il y a quelques deux mois, Mr. Henri Torrès, l'avocat parisien bien connu, sollicité par un grand nombre de Roumains et de Français, se rendait en Roumanie pour essayer de sauver quelques malheureux paysans bessarabiens des griffes de la „justice“ roumaine à Kichenev. Mal lui en prit. Les journaux annonçèrent en son temps les difficultés, les mille sortes d'obstacles, les intimidations, qui lui furent suscitées par le gouvernement roumain et ses acolytes. De retour à Paris sans pouvoir assister à la fin du procès, il publia ses impressions, reproduites en son temps dans les colonnes de L. F. B.

Et voici maintenant Henri Barbusse, cet éminent homme de conscience et de cœur, de parole et d'action qui, à peine arrivé en Roumanie pour se mettre entièrement au service de la cause du droit et de l'humanité, pour essayer d'alléger les souffrances des détenus entassés dans les géôles de la forteresse de Kichenev, est assailli par le bandes fascistes roumaines, attaqué, bousculé, battu, injurié, menacé de mort — et enfin obligé de prendre le premier train pour quitter Bucarest, la Roumanie, pour ne pas être lapidé. Le gouvernement, ne pouvant refuser l'entrée en Roumanie d'une personne de l'autorité de Henri Barbusse, lui rendit, par les violences de ses fascistes, son enquête impossible, l'obligea à partir, et continue à faire suivre le cours du „procès“ de Kichenev; procès qui se déroule devant un public composé de soldats baïonnettes au canon. Telle fut la réponse du gouvernement de Bratianu aux protestations indignées du monde entier.

Voici les faits d'après les dépêches de Bucarest:

Le 24 novembre au soir, Henri Barbusse, avec Mme Lamie, avocat belge, et quelques amis, quittait la Maison du Peuple de Bucarest, où il avait tenu un discours, lorsqu'au coin de Calea Victorie, il fut assailli par des étudiants fascistes roumains armés de bâtons et de matraques. Ses amis l'entourèrent immédiatement et empêchèrent les agresseurs de le molester; aussi ces derniers se contentèrent-ils de l'injurier de la façon la plus grossière. Mais arriva bientôt une autre troupe

d'étudiants à la rescousse de la première bande, parvint à atteindre Henri Barbusse et à le frapper à coups de cannes. La police, enfin arrivée, dégagea Barbusse des mains de ses agresseurs et le reconduisit à son hôtel.

Le lendemain matin, 25 novembre, une foule d'étudiants et d'individus louches se livrèrent d'abord à des démonstrations devant l'hôtel de Barbusse. Puis ils voulurent pénétrer dans l'hôtel. Ils enfoncèrent la porte. Et ce ne fut que sur les assurances données par le directeur de l'hôtel que Barbusse quitterait Bucarest le jour-même qu'ils renoncèrent à pénétrer dans la chambre de Barbusse.

Effectivement, dans l'après-midi, Henri Barbusse quittait Bucarest, se rendant par Constanza à Constantinople.

Cette lâche agression a été voulue et préparée par le gouvernement de Bratianu.

Un jour avant cette agression, l'organe gouvernemental „Vittorul” écrivait un article plein d'injures contre Barbusse et disait: „Barbusse est venu en Roumanie pour organiser et exécuter des attentats”...

Le gouvernement préparait le terrain, pour la justification de l'agression préparée pour le lendemain.

La repression intérieure

Nous disions plus haut que le gouvernement roumain avait bâillonné la presse. Mais il n'y a pas que la presse pour exprimer l'indignation du peuple roumain.

Des organisations, bravant la prison, les tortures, la mort, voulurent empêcher le forfait de Kichenev.

La Siguranza jubila. Elle jubila d'autant plus que les élections législatives doivent avoir lieu dans quelques semaines et un prétexte s'offrait à elle pour éliminer les éléments „subversifs”. Aussi abattit-elle sa lourde patte. 100 jeunes gens et 50 adultes furent arrêtés ces dernières semaines à Bucarest, à Galatz, à Turn-Séverin, à Barlag, à Jassy, à Kichenev, à Targu-Mures, à Timisoara, à Brasov et émenés, pour être „interrogés” à la Siguranza de Galatz. Et tous furent livrés à la Cour militaire du III Corps d'armée à Kichenev.

Tous ces jeunes gens de 14 à 15 ans, des ouvriers et des ouvrières, furent torturés atrocement. **J. Palada**, ouvrier en cuir de Galatz, fut tellement torturé que, pour échapper à ses souffrances, il se suicida. **Josef Mihaly**, employé aux corporations unitaires de Targu-Maru, et son fils, un enfant de 14 ans, furent battus continuellement pendant plusieurs jours avec des matraques, au point d'être tout-à-fait méconnaissables; **Jules Kessler**, ouvrier des métaux, fut tenu sur un brasier ardent et ses doigts furent écrasés dans la fente d'une porte. **B. Zabarescu**, étudiant, fut battu jusqu'à l'évanouissement; **Stephan Dan**, à peine délivré d'une grève de la faim, tout malade et faible encore, fut battu d'une façon épouvantable.

Beau régime! Beau pays!

Alfred Roux

Le procès de Paris

La Thémis de la France Républicaine

(Correspondance de Paris.)

Tout le monde se rappelle encore de la démonstration imposante qu'un groupe de Bulgares hardis firent le 18 août de cette année aux représentants du gouvernement bulgare, les fascistes Kouleff et Vatsoff, arrivés alors à Paris pour visiter l'Exposition des Arts Décoratifs. Les journaux bourgeois du soir du 18 août et surtout ceux du lendemain 19, critiquèrent dans de longs articles l'„effroyable agression” de ce groupe de 50 à 60 étudiants et ouvriers bulgares habitant Paris. Une semaine entière, la presse jaune de la France républicaine adressa des anathèmes contre ce groupe de Bulgares qui, souffrant les souffrances de leur peuple, exprimèrent, par la démonstration des Champs-Élysés, leur indignation contre les bourreaux de leur nation.

Qu'était-ce en propre que cette démonstration qui souleva une telle fureur chez les amis français des gouvernants bulgares?

Ayant appris par les journaux l'arrivée à Paris de Kouleff et de Vatsoff, sentant de près les douleurs de leur peuple, et eux-mêmes victimes du régime sanglant, quelques dizaines de citoyens, — des étudiants et des ouvriers bulgares se rassemblèrent spontanément devant la sortie officielle de l'exposition aux Champs-Élysés, où devaient passer les représentants bulgares et, au moment où ces derniers, sortant de l'exposition, attendaient l'autobus, les manifestants indignés les entourèrent en leur criant: „Assassins! Assassins du peuple bulgare! Bourreaux! A bas les bourreaux du peuple bulgare!” Pendant ce temps arriva la police, arrêta deux des

manifestants, Trakiisky et Zacharieff, et les jeta en prison, où ils furent retenus plus d'un mois et demi sans jugement. Ce ne fut que le 5 octobre qu'ils furent traduits devant le tribunal. Le procureur de la république formula son accusation: „Les accusés portèrent des coups sur les représentants du gouvernement bulgare Vatsoff et Kouleff, et ils s'opposèrent par la violence à la police pour se soustraire à l'arrestation.”

Le procureur fit, dans son réquisitoire, une allusion à ce que les accusés étaient déjà suspects à cause de leurs agissements contre le pouvoir bulgare existant et de ce que, quoique étrangers, ils s'étaient permis de continuer cette activité en France. En conséquence, il demanda: 1. qu'ils soient condamnés pour attentat à l'ordre public et pour avoir exercé la violence sur des citoyens et des fonctionnaires de la police; 2. comme des étrangers se mêlant à la vie politique du pays, qu'ils soient expulsés hors des frontières françaises. Tous les témoins, un agent de la police secrète et les deux agents qui arrêtaient les accusés, déclarèrent catégoriquement devant le tribunal que pas un coup n'avait été porté à Kouleff ni à Vatsoff et que, quant aux violences exercées contre l'autorité publique, ce n'était que Trakiisky seul qui pouvait en être cause. Aux questions posées par la défense aux témoins: en quoi se caractérisait notamment cette violence? les témoins répondirent que l'accusé s'efforçait, par des mouvements spéciaux et les poings fermés, à s'arracher des mains des agents. Il était clair, que les accusations positives manquaient aux accusateurs.

La défense, représentée par les citoyens Jaurès et Klein, prouva le manque de fondement de l'accusation et exigea l'acquiescement et la remise en liberté immédiate des accusés. Le citoyen Jaurès développa d'une manière argumentée son plaidoyer, en s'arrêtant d'une façon détaillée sur les luttes politiques que le peuple bulgare mène depuis 1923 contre le gouvernement bulgare actuel, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat; il présenta deux exposés documentaires: celui publié par la délégation ouvrière anglaise: „Que se passe-t-il en Bulgarie?” et celui de l'avocat Villard sur la situation en Bulgarie. Il dit en résumé: „Messieurs les juges, vous voulez condamner un droit sacré: le droit de chaque citoyen d'exprimer son approbation ou son indignation sur l'activité du pouvoir public. Savez-vous comment les gouvernants actuels bulgares arrivèrent au pouvoir? Connaissez-vous la vérité sur la situation en Bulgarie? Jusqu'au 9 juin 1923 la Bulgarie avait un gouvernement légal et parlementaire, avec Stamboliisky comme ministre-président. Ce gouvernement s'appuyait sur l'écrasante majorité du peuple bulgare. Il menait une politique de pacification avec tous les éléments, il cherchait particulièrement le rapprochement avec la Yougoslavie; aussi conclut-il le traité de Niche. Un beau jour la Ligue Militaire bulgare, ayant à sa tête le professeur Tsankoff, renversa par un coup d'Etat le gouvernement légal de Stamboliisky, en massacrant les premiers moments plus de 3000 citoyens et jetant en prison des milliers et des milliers d'autres. Stamboliisky lui-même et une grande partie de ses collègues furent massacrés féroceement; une dictature militaire sanglante commença depuis et se continue jusqu'à nos jours. Les droits et les libertés du peuple sont suspendus, ses organisations sont dispersées (le Parti Communiste et l'Union Agraire), le peuple entier s'indigne contre ces tyrans. Pouvez-vous, Messieurs les juges, condamner les masses populaires pour leurs actes pendant le coup d'Etat de Bonaparte en 1853; or, telle est aujourd'hui la situation du peuple bulgare, qu'exprimèrent les manifestants des Champs-Élysés. On accuse Trakiisky d'avoir exercé la violence contre la police pour s'arracher de ses mains; cependant les témoins n'ont pas pu nous dire ici qu'il ait porté des coups. Voulez-vous donc que l'accusé, trouvant son arrestation injuste, marchât avec enthousiasme vers la prison?”

Un fait est à souligner. Le gouvernement bulgare ne se constitua pas partie civile. Il est aisé à concevoir qu'il craignait que cela pourrait être la cause pour que ses actes ne fussent dévoilés avec plus de force encore.

Le manque de fondement de l'accusation était évident. Mais la détention illégale des accusés pendant plus d'un mois et demi devait être justifiée. Il fallait que les frais du procès fussent payés. Aussi, après de longues délibérations, l'innoculée et chaste Thémis républicaine trouva une solution digne à toutes ces questions. Elle condamna Trakiisky à deux mois de prison et à 50 frs. d'amende et aux frais de procès, tandis qu'elle acquitta Zacharieff pour manque de preuves.

Il n'y a rien à dire. Ce jugement est digne d'une république bourgeoise!

Paris, fin octobre.

Péta

Protestation des intellectuels tchèques contre la terreur en Bessarabie

Plus le gouvernement roumain cherche à étouffer les cris de la conscience indignée dans le pays et à empêcher l'étranger de s'informer sur les horreurs qui s'y commettent, plus le sentiment humain est révolté et exprime sa révolte.

Nous avons déjà publié une série de protestations de tous les pays; aujourd'hui nous publions une nouvelle protestation des intellectuels tchèques.

„Nous avons élevé déjà notre protestation contre ce qui se passe en Bessarabie, où les gens sont mis hors la loi, torturés en masses, et tués sans aucun jugement. Nous avons attiré l'attention du monde tout particulièrement sur le procès de Kichenev.“

„Romain Rolland, le professeur Einstein et des centaines d'autres élèvent aussi une vibrante voix de protestation.“

„Il ne s'agit donc pas de la protestation de quelques tchèques, mais d'une protestation mondiale, d'une protestation de l'humanité toute entière contre les cruautés et l'arbitraire de ceux qui sont responsables des horreurs en Bessarabie.“

„Cependant, le gouvernement roumain continue le procès de Kichenev, c'est pourquoi nous nous dressons à nouveau contre cette barbarie et déclarons que ce qui se commet aujourd'hui en Bessarabie est un crime contre les lois de l'humanité. C'est une honte ineffaçable pour l'Europe.“

Prof. Zdenek Nejedly, Bozena Benesova, prof. Orakar Fiser, Jaroslav Kratochvil, Vit. Nezval, écrivain; Dr. L. Goerlich, médecin; F. X. Salda, écrivain; Prof. Dr. Joseph Macek; Dr. E. Kalabis, avocat; Dr. Ivan Sekanina, avocat; Dr. Sigmund Stein, avocat; B. Prikryl, ingénieur; Antal Stasek, écrivain; Ivan Olbacht, journaliste; Helena Malirova, écrivain; Dr. Th. Bartosek; Prof. B. Mathesius; Jaroslav Seifert, écrivain; Karel Teige, écrivain; Jindrich Honzl, écrivain; Gabriel Hart, régisseur; J. Kozak, journaliste; S. K. Neumann, écrivain; K. Kreibich, journaliste.

REVUE DE LA PRESSE

Presse autrichienne

Tsankoff fait brûler vif un journaliste

Une certaine partie de la presse bourgeoise observe la complicité du silence vis-à-vis des agissements inhumains de Tsankoff. En Bulgarie, la clique au pouvoir pille, emprisonne, empêche la distribution de secours aux veuves et aux orphelins, fait subir des tortures, massacre — ce ne sont plus des répressions politiques, ce sont des crimes de droit commun, des actes de vengeance pour des raisons personnelles, ou des tueries pour des raisons de lucre, — cette partie de la presse bourgeoise n'en souffle mot. Ceux qu'on tue ne sont pas de gros industriels, ni des capitalistes — ce ne sont que des travailleurs manuels ou intellectuels bulgares ou macédoniens; donc, cette presse bourgeoise s'en fiche. Ses intérêts matériels n'en sont pas directement lésés.

Mais les idées sont en marche — les cercles, partant la presse du capitalisme intégral, sont débordés dans le monde entier; des voix s'élèvent, toujours plus puissantes. L'horreur qui se commet actuellement en Bulgarie, ces nouvelles forcées la ressentent et applaudissent aux efforts faits par les Bulgares et les Macédoniens pour s'affranchir de ce joug abominable.

Le crime poignant que nous allons rappeler ici est horrible. Notre confrère l'„Abend“ l'a relaté et commenté en termes émus et révoltés, dans son numéro du 17 novembre dernier:

„Il y a quelques semaines, nous avons publié le cas du professeur Dr. Zaryulanov, assassiné clandestinement à Sofia. Nous avons demandé publiquement à Tsankoff de nous en donner des éclaircissements. Naturellement, Monsieur Tsankoff n'a pas répondu, mais les cris de vengeance de ses victimes ne prendront fin avant que satisfaction soit donnée à la justice offensée.“

Voici qu'encore nous parvient la nouvelle qu'un homme instruit et cultivé, honorable et honoré par ses compatriotes, a dû laisser sa vie entre les griffes du gouvernement d'assassins. Parmi les centaines d'adversaires „disparus“ de Tsankoff se trouve aussi l'écrivain Joseph Herbst, bien connu dans toute la Bulgarie. Herbst n'appartenait à aucun parti et était un homme estimé et de haute culture. Sa femme, maintenant sa veuve, Viola Karavelowa, est la fille de Petko Karavelow, ancien ministre-président, fondateur du parti démocrate bulgare et président de l'Assemblée Nationale.

Après le coup de main de Tsankoff, Herbst commença une publication hebdomadaire, le „Vik“ (le Cri), dans laquelle il osa élever la voix contre les atrocités du gouvernement de Tsankoff. Cette publication, qui eût un énorme retentissement fut suspendue. Là-dessus Herbst publia le quotidien „ABC“ dans lequel il stigmatisa tous les jours les agissements criminels de Tsankoff. L'„ABC“ fut également suspendu. Alors, il publia l'„EK“ (l'Echo) paraissant deux fois par jour, — et l'on commença à songer à le supprimer.

Après l'attentat du 16 avril, Joseph Herbst fut arrêté et mené à la Sûreté Publique. Depuis lors, il a disparu.

Il a été établi que Joseph Herbst, — ensemble avec son collaborateur Ivan Gantchev et les deux anciens ministres Cyrille Pawlov et Peter Yanev du cabinet Stamboliisky — a été brûlé vif dans le foyer du chauffage central de la „Sûreté Publique“.

C'était un chaud jour d'été. Les détenus étaient bien étonnés, lorsque, par une chaleur torride, ils virent le chauffage central fonctionner. Ce ne fut que par la suite qu'ils en comprirent la raison horrible.

Pendant de longs mois, la malheureuse femme de Herbst attendit son mari disparu. Ce ne fut qu'il y a quelques semaines qu'elle adressa une lettre ouverte, dans le „Radical“ du 30 octobre, à Tsankoff et au Président du Sobranié.

„Le jour de la discussion de l'interpellation du député Minoff sur les députés agrariens disparus, je vous adressais un télégramme demandant la remise en liberté immédiate de mon mari Joseph Herbst qui, d'après confirmation en date du 27 juillet 1925, No. 3905, de la Cour Suprême, ne pouvait être poursuivi sur la base de la loi sur la sécurité de l'Etat, mais qui, néanmoins, a disparu depuis le 16 avril dernier, emmené par des personnes inconnues, pour des raisons inconnues, en un lieu inconnu.“

J'étais fermement convaincue que vous, Monsieur le Président du Sobranié, qui êtes professeur de droit pénal, et vous, Monsieur le Président des Ministres, prendriez en mains le sort de mon mari et me feriez parvenir votre réponse.

Jusqu'en ce moment il paraît, cependant, que vous, Messieurs, ne vous sentez aucunement obligés à me donner une réponse et que vous voulez faire passer ma demande sous silence.

A présent, après une dépression de six mois à la suite d'une attente pleine d'anxiété, je me vois obligée d'exiger de vous publiquement la réponse que vous me devez. Donnez-moi cette réponse, si non comme suprêmes gardiens de la loi, du moins comme loyaux politiciens et cavaliers vis-à-vis d'une femme qui, dans sa demande pour la remise en liberté de son mari, a de son côté la loi et le droit humain.

Messieurs, vous avez la parole!
Le 18 octobre 1925 **Viola Karavelow-Herbst.**

On a laissé la malheureuse femme dans la croyance que son mari vivait encore et qu'il se cachait quelque part. En réalité il est tombé victime du gouvernement Tsankoff.

Que dira la „Neue Freie Presse“ du meurtre de son ancien correspondant? Continuera-t-elle à maintenir de „bonnes relations“ avec les assassins?

L'Europe se taira-t-elle encore?“

PARTIE ALLEMANDE

Nach Locarno

Die Konferenz in Locarno ist beendet. Die auf dieser Konferenz geschlossenen Verträge müssen seitens der Staaten, die an dieser Konferenz teilgenommen haben, bis zum 1. Dezember ratifiziert werden. Die Konferenz von Locarno ist nicht die erste und wahrscheinlich auch nicht die letzte, die sich die Festigung des Friedens in Europa zum Ziele gesetzt hat. Von Versailles bis heute fand eine ganze Reihe solcher Konferenzen statt und ihr Charakter blieb im Grossen und Ganzen niemandem unbekannt.

Die Weltpresse wurde, wie immer bei solcher Gelegenheit, mit Artikeln über die Konferenz von Locarno überflutet. Worte: **Frieden in Europa, Festigung und Sicherung des Friedens**, werden unzählige Male wiederholt. Millionen Menschen lesen und hören davon. Alle in Locarno geschlossenen Verträge, heißt es, sind durchdrungen vom Geiste „der Sicherung“ und „Festigung“ des Friedens. Niemand zweifelt natürlich daran, und es genügt bloß zu wissen, daß diese Verträge unterfertigt wurden von den Vertretern der reaktionären Hindenburg-Regierung in Deutschland, der imperialistischen Regierung in England, die eine sehr „friedliebende“ Politik in Indien und China führt, ferner von den Vertretern der faschistischen Regierung in Italien und des Kriegskabinetts in Frankreich, das eben einen Krieg in Marokko und Syrien führt, und auf dessen Geheiß Damaskus dem Erdboden gleichgemacht wurde. Wir übertreiben nicht, wenn wir sagen, daß es gerade den unterdrückten Völkern auf dem Balkan sehr, vielleicht am meisten notwendig ist, zu erfahren, was sich in Wirklichkeit hinter dem schlaun Spiel der Geheimdiplomatie der europäischen imperialistischen Staaten verbirgt. Denn, die Balkanvölker sind es, die am öftesten das Opfer dieser „friedliebenden“ Politik der Weltimperialisten wurden. Vor den Karren irgend eines imperialistischen Staates oder einer Gruppe von Staaten eingespannt, vergossen und vergießen sie auch heute noch ihr Blut für fremde Interessen. Heute, wo an allen Seiten die Friedensmelodei ertönt, müssen die unterdrückten Balkanvölker am ehesten den wirklichen Sinn der süßlichen diplomatischen Sprache erfahren.

Was wurde in Wirklichkeit in Locarno erreicht?

Am wichtigsten sind folgende drei Entscheidungen:

1) Der sogenannte Rheinvertrag, 2) der Ostvertrag und 3) der Eintritt Deutschlands in den Völkerbund.

Der Rheinvertrag soll den Frieden zwischen Deutschland einerseits und Frankreich und Belgien andererseits sichern. Als Garanten unterfertigten diesen Vertrag England und Italien. Was bedeutet das? Das bedeutet in Wirklichkeit, daß in jedem Konflikte, der zwischen Frankreich und Deutschland ausbrechen wird, England die Rolle des Schiedsrichters spielen soll. Es ist klar, daß sich England in dieser Eigenschaft ausschließlich von seinen Interessen leiten lassen wird. England verbleibt auch weiter in der vorteilhaften Lage, wo es seine alte Politik des Ausspielens dieses oder jenes Staates weiterführen kann. Frankreich ständig durch Deutschland in Schach zu halten, Deutschland nicht erstarken zu lassen, den einen Staat gegen den anderen zu reizen und dann den Friedensrichter zu spielen, das ist der Sinn der englischen Politik in Europa.

Der Ostvertrag wird von Verträgen zwischen Deutschland einerseits und Polen und der Tschechoslovakei andererseits gebildet. Sie betreffen die Bestimmung der Ostgrenzen und die gegenseitige Garantierung des Friedens zwischen diesen Staaten. Frankreich wollte in diesem Verträge dieselbe Stellung einnehmen, wie sie von England im Rheinpakt erzwungen wurde, d. h. den Garanten zu spielen. Dagegen widersetzten sich am entschlossensten sowohl Deutschland, als auch England; Deutschland, weil es sich gegenüber ein isoliertes Polen haben möchte, England aber, weil es bestrebt ist, Polen und die Tschechoslovakei in den Kreis seines imperialistischen Systems in Europa und nicht in das französische hineinzuziehen.

Wie man daraus ersieht, wurde auch der Ostvertrag auf eine Weise abgeschlossen, wie sie am meisten den Interessen des englischen Imperialismus entspricht. Es gelang weder Frankreich die Stelle des öffentlichen Garanten zu beziehen, noch Deutschland, sich gegenüber ein isoliertes Polen zu haben, da dieses mit früheren Verträgen mit Frankreich verbunden ist, die beiden Staaten eine gegenseitige bewaffnete Unterstützung garantieren.

Weder der Rhein- noch der Ostvertrag bedeuten die Lösung der strittigen Fragen in Europa und die Beseitigung der bestehenden Gegensätze, sondern bedeuten nur eine neue

Verwicklung, neue Verbindlichkeiten, so daß ein zum Ausbruch gelangender Konflikt in keinem Falle auf zwei Staaten beschränkt bleiben, sondern auch die übrigen Staaten mitreißen wird.

Der Eintritt Deutschlands in den Völkerbund erscheint mit Rücksicht auf die künftige Entwicklung der Ereignisse von größter Bedeutung. Der Völkerbund ist, wie bekannt, eine Organisation der Entente, deren praktische Aufgabe darin liegt, daß sie einen Block gegen Sowjetrußland darstellt. In diesen Block trat nun noch Deutschland ein. Durch den Eintritt in den Völkerbund und dadurch, daß sie sich vollständig in den Dienst des englischen Imperialismus stellten, begingen die deutschen Nationalisten eine schmachvolle Kapitulation. Sie begnügten sich mit leeren Versprechungen Englands über eine Revision der Ostgrenzen Deutschlands, übernahmen aber alle Verpflichtungen, die von ihnen gefordert wurden und sogar auch die, für Rechnung des englischen Imperialismus Krieg zu führen. Der Artikel 16 des Völkerbundstatuts verpflichtet jeden angeschlossenen Staat, gegen jeden Staat, der vom Völkerbundsrat als Feind bezeichnet wird, folgendes zu unternehmen: 1) Wirtschaftliche Blockade, 2) Bewaffnete Aktion, und 3) das Recht des Durchmarsches der Armee durch sein Land zu gewähren.

Man braucht nicht besonders klug zu sein, um zu wissen, daß Politik nicht ohne konkrete Ziele geführt wird. Dies gilt besonders für die Außenpolitik. Als die englischen Imperialisten den § 16 einbrachten, dachten sie gewiß ganz konkret. Hätten sie nicht konkret an einen Staat gedacht, so wäre ihnen dieser Kriegsparagraph auch nicht notwendig gewesen. Das ist aber auch gerade des Pudels Kern. Die englische Politik in Europa bewegt sich in der Richtung der Schaffung der Einheitsfront der kapitalistischen Staaten gegen Sowjetrußland. Das bloße Bestehen Sowjetrußlands und sein ständiger wirtschaftlicher, politischer und kultureller Aufstieg, der sich mit unglaublicher Raschheit vollzieht, zwingt das an allen Ecken und Enden krachende englische Imperium zu dieser Aktion. Die Bedeutung der Konferenz von Locarno vom Standpunkte des englischen Imperialismus liegt daher in der Schaffung dieser Einheitsfront gegen Sowjetrußland.

Da aber die Verträge von Locarno nur tote Buchstaben auf Papier und der Frieden und die Stabilisierung Europas nur leere Worte sind, ist auch diese Aktion gegen Sowjetrußland vorläufig nur ein Plan. Seine Verwirklichung liegt noch weit im Felde. Selbst England, das bereits die Finanzblockade gegen Sowjetrußland eröffnet hat, ist nicht imstande, in dieser Arbeit auszuharren. Die wirtschaftliche Blockade gegen Sowjetrußland ist unter den heutigen Verhältnissen ein Ding der Unmöglichkeit. Wir wollen nur anführen, daß die größte Finanzmacht der Welt, Amerika, daran kein Interesse hat. Bloß dieser Umstand würde genügen, um die Aktion Englands zu vereiteln. Indessen kann aber auch das europäische Kapital gegenüber den ungeheuren Schätzen an Produkten, Getreide, Naphta, Holz, usw., die von Rußland in zunehmenden Mengen auf den Weltmarkt gebracht werden, nicht gleichgültig bleiben und ist es auch nicht.

Und die bewaffnete Aktion? Daß der bewaffnete Ueberfall auf Sowjetrußland vorbereitet wird und daß man auf eine geeignete Gelegenheit lauert, um ihn auszuführen, ist eine lebendige Tatsache. Zum Erfolge dieses Ueberfalles haben aber auch diejenigen, die vorbereiten, wenig Vertrauen. Es besteht heute in der Welt kein Land, dessen Einfluß auf alle Länder und Völker so stark und verbreitet wäre, wie der Einfluß Sowjetrußlands. Sowjetrußland genießt die Sympathien des ganzen Weltproletariats und aller unterdrückten Völker; sie alle werden im Falle eines konterrevolutionären Ueberfalles auf Sowjetrußland an seiner Seite stehen.

Die unterdrückten Völker auf dem Balkan müssen die Entwicklung der Ereignisse in der Welt mit größter Aufmerksamkeit verfolgen. Demnächst wird auch die Konferenz der Kleinen Entente abgehalten, auf der über die Verträge von Locarno verhandelt wird. Der Führer des englischen Imperialismus, Chamberlain, hat bereits den kleinen Imperialisten auf dem Balkan angeordnet, auch für den Balkan einen solchen „Garantievertrag“ zu schaffen. Der englische Imperialismus will den Balkan mit seinen Fängen so stark als möglich umklammern. Ebenso wie die unterdrückten werktätigen Völker aller Länder den Weltimperialisten, werden auch die Unterdrückten auf dem Balkan ihren Balkan- und Weltimperialisten zeigen, daß sie keinen Blutstropfen mehr für deren Interessen vergießen und kein Opfer für ihre Rechnung bringen werden.

Janko M. Militsch

PARTIE BULGARE

Гръцко-българският конфликт пред обществото на народите

В. М. Р. О. и европейското обществено мнение.

Нашите читатели ще прочетат с удоволствие статията, излезла из перото на нашия отличен колега, гражданинът Г. Пери, който се съгласи да сътрудничи в нашия вестник. Присъствувал лично в заседанията на Социалистическия конгрес в Марсилия и в тия на съвета на Обществото на Народите, той ни предава по един начин, който пленява всеки, своите впечатления за кредита или по-право за дискредитирането на В. М. Р. О. пред европейското обществено мнение. Ето едно ново доказателство за злокобната роля на наемните убийци на Цанкова в македонското движение. Генерал Протогеров и неговите банди са станали гробари на нашия народ-мъченик. Ред.

Съвета на Обществото на Народите беше свикан в Париж преди 15 дни за да изглади гръцко-българския конфликт. Обществото на Народите не може да избегне проливането на кръв между двамата противници. Най-сетне, то се намесва едва пет дни след първите пушечни гърмежи — неговият съвет се свика на заседание. Каза ни се, че неговият механизъм в Женева никога не е функционирал тъй бързо, както този път. И наистина, когато се съпостави относителната бързина, с която той в олучая действуваше, и неговата мудност през време окупацията на остров Корфу, сравнението е доста поучително.

Държавниците от Женева не бежа твърде спокойни пред силната италианска държава: те се чувствуваха по-добре в присъствието на драмата сегашни противници.

Гръцките империалисти водиха в Македония най-бездомността политика на денационализиране, политиката, която се заключава в изменение етнографическия състав на страната, изгонвайки местното население за да го заместят с бежанци от Тракия и Мала-Азия.

От друга страна, известна е антимакедонската политика на кабинета Цанков. Той последният, нека не забравяме, е в ръцете на ръководителите от десното крило на В. М. Р. О., терористите, известни под името върховисти и «автономисти».

Това са върховистите, които некога събориха Стамбулски. Това са те, които инспирират сегашното правителство в София. Диктаторът Цанков трепери пред Протогеров, шеф на върховистите, който след като подписа майския манифест за единен македонски фронт, оттегли подписа си и потопи ръцете си в кръвта на борците за независимостта на Македония? Софийските палачи забраниха легалната преса на македонската емиграция, те ги принесоха като изкупителна жертва на техните съучастници в престъпленията — белградските управници.

Ние не ще престанем да повтаряме, че не само Атина е отговорна за сегашния конфликт.

Не само между наемните убийци на генерал Пангалос се намират виновниците на балканските войни, тия на сегашните, а и на бъдащите. Има в българска Македония, даже в самия гр. Петрич, едно друго огнище на пожар, също тъй опасно: това е реакционната клика на В. М. Р. О.; това са белите върховистки автономистически банди.

Разбира се, Обществото на Народите не засегна право в лицето македонския въпрос. Въпросът е разрешен емпирично. Пушечните гърмежи спреха на полуострова; нищо, абсолютно нищо не се направи в полза на мира.

Такава е първата поука, която се разкрива от изнасянето на гръцко-българския конфликт пред Обществото на Народите.

Иначе не можеше и да бъде.

Неколко седмици преди да се свика съвета на Обществото на Народите, през месец август, Социалистическият Интернационал беше държал в Марсилия своя конгрес. Хората на втория Интернационал, както понтифите на Обществото на Народите, бежа хвърлили един бегъл поглед върху Балканския полуостров. Но, за този, който е наблюдавал тези две последователни заседания, налага се една констатация и ние сме длъжни да я изложим тук.

Това е безвъзвратното дискредитиране за бъдаще на В. М. Р. О. Общественото мнение дълго време считаше В. М. Р. О. като израз на борбите за македонската свобода.

Помни се, че В. М. Р. О. беше се родила от борбите на македонския народ против туското робство. Наистина, знаеше се, че между десното и лево крило на В. М. Р. О. се водеше една остра борба, но помни се още и манифеста от май 1924 г. за единен фронт.

В. М. Р. О., която за мнозина представляваше още символа на македонската борба, днес не е нищо друго освен символ на жестоко насилие. Тя извиква в паметта бесилките, кървавата диктатура на софийските палачи.

Некога се произнасяше със симпатия името на Вътрешната Македонска Революционна Организация. Сега това име се произнася само с отвращение.

В. М. Р. О., това значи днес измена на македонската кауза, убийството на Чаулев и Паница. Също така успешната на В. М. Р. О. в марсилския конгрес, за да заинтересува делегатите с македонската кауза, пропаднаха мизерно.

Каквото и да е хроническата некадърност на Обществото на Народите да разреши и най-малкия конфликт по мирен начин, каквото и да е непризуденото държане, с което хората от Женева избегнаха да поставят както трябва въпроса, безпристрастният наблюдател може да види истинските причини на войната: това огнище е В. М. Р. О., това са върховистките банди, продадени на Цанков.

Един буржуазен журналист ни казваше през време на конференцията в Ке д'Орсе: «Генерал Пангалос има много лоша преса тук, но как може да се забравят отговорностите на тия, които се казват «автономисти»?»

Ето мнението, което се формира всеки ден все повече и повече. Балканският мир ще може да се основе против В. М. Р. О., защото; ние повтаряме, тя не е освен жандарми на белия български терор.

Македония заема едно пространство около 65.000 кв. км. Тя се напоява от четири реки. Тя е надарена с най-разнообразни природни богатства. Нейното население, етнически раздробено, достига цифрата 2,302,000.

В центъра на Балканите, между басейните на Дунав, Егейско и Адриатическо морета, тя има всички права, тя има всички условия за образуването на една свободна и независима държава, която да се управлява сама и която може да бъде икономическата връзка между всички народи на полуострова.

Вековните борби на македонците против своите противници са най-блестящото доказателство за политическото единство на тая страна.

Каквото и да се прави, гръцко-българският конфликт поставя пред Обществото на Народите целата македонска проблема.

И тая проблема не ще може да се разреши с фокусничеството на юридически формули.

Има само едно средство за нейното разрешение:

Обединението на разпокъсаните части на Македония в една независима политическа единица, съюзването ѝ със съседните ней държави и образуването на Балканска Федерация, при която единствено ще бъде възможно да се гарантира независимостта на Македония и тая на балканските народи.

Г. Пери

Македонската проблема

Известно е, че част от източния, близкотоизточния въпрос е балканския, а част от последния — македонския.

През последния век много учени, политици, общественици са проучвали, разглеждали, както източния, тъй и балканския и специално македонския въпрос. Заключенията на всички се сходят в едно, че македонската проблема е сложна и трудна за разрешение. Тя е най-опасното място в балканския лабиринт. В желанието си да разрешат или да допринесат нещо за разрешението на този «труден» въпрос, мнозина учени, както от западноевропейските цивилизовани народи, тъй и от балканските, са написали цели томове специално по македонския въпрос. Разни етнографи, филолози, фолклористи, историци и общественици са разглеждали македонския въпрос и проучвали Македония от разни гледни точки. Много от тях са написали съчинения и трактати, които със своята обективност, компетентност и аргументация са истински принос към чистата наука, а други пък, въпреки разните тезиси, които поддържат или се мъчат да докажат, за да угодят на техните господари или да успокоят възмутени съвестни — за сериозните хора и читатели имат значение толкова, колкото огромните томове на схоластиците от средните векове. Македония, географически, етнографически и икономически е строго научно опре-

делена, изучена, а македонското население фанатично отстоява своите национално-политически, културни и социални права. Целото население се чувствува преди всичко като едно цело, македонско, състоящо се от няколко народности, със свой произход, свои традиции, обичаи, вервания, език и пр. Относно етнографския състав на населението, до балканската война има много статистики, в които е пресметнато какво е народонаселението, взето според вероизповедание, език, народност и пр. Те за сега нямат значение, защото всички си противоречат; за точна статистика пък в бившата Отоманска империя не може и дума да става; освен това, през двете балкански войни, 1912—1913 г., както и през всеобщата война през 1914—1915 г., Македония бе театър на военните действия и войните нанесоха големи промени, както в числото, тъй и в етническия състав на македонското население. 1)

Важното е, че нито след балканската, нито след всеобщата война, македонския въпрос не се разреши правилно. Той е открит; Македония ще продължава да бъде извор на безредия, въжления, бунтове, възстания, революции; тя постоянно ще нарушава »мира« и ще тревожи европейските дипломати. Това ще продължи, докато македонският въпрос не бъде разрешен по един правилен и справедлив начин, който единствено може да спомогне за бъдещото духовно, политическо и социално развитие на македонското население.

До като не се възприеме и приложи принципа за самоопределението на народите, нема да се избегнат бъдащите конфликти, тъй лесни, при това, тъй остри, поради политическите и икономическите противоречия на интереси, било на европейските държави, било на балканските държавици, играчки в ръцете на великите европейски сили; някои от тия държавици сега са победители, но те също тъй, както и победените и произволно разпокъсани държави в централна и южна Европа, треперят за своята сигурност.

В продължение на десетилетия се експлоатират с вероизповедания, географически и езикови принципи. Сега се експлоатират с принципа на народността. Казва се, че македонското население, славянско в своето болшинство и своя произход, не било нито българско, нито сръбско, а нещо средно и говорило един език, който не бил нито български, нито сръбски; че македонците немали никакво национално и народно съзнание и те не представлявали едно народностно цело и с тех могло да се постигне всячески, защото в национално отношение те били едно аморфно тело.

И тъй, македонския народ, съвокупността от народностите, паселивачи Македония, немали национално съзнание и не представлявали едно народно цело. Ами народите, а още повече народностите в Югославия, Ромъния, Гърция и България имат ли по-големо национално съзнание от македонския народ? Държеха ли сметка, съобразяваха ли се с тоя »принцип« силите победителки, когато определяха границите на своите малки съюзници? Може ли некой да ни посочи една държава в Европа, а още повече в южна Европа, където целото население представлява едно народностно цело? Да се отрича езика на македонците, това значи да се провокира един цел народ. По-голема нахалност, по-голема безочливост и предизвикателство срещу цел народ може ли на има? Да се прокарва и поддържа, че македонците немали национално съзнание, това значи да се обижда цел народ в най-сжкровените му чувства. Къде на Балканите, в най-критическите моменти, населението тъй упорито, героично е защищавало своя племенен произход, своята народност, своята националност? Население, което в миналото даде бележити представители в духовно (черковно-училищно), военно, политическо и социално строителство в целия Балкан, население, което даде писменост и литература на всички славянски народи, население, което през разни епохи първо формулира своите общо-народни искания, а сега само защото е плячка на свои близки грабителци, за дето му е отнета възможността да се обособи в отделно политическо цело, защото е на сила прогонвано, преследвано, унижавано, ругано, клано по всички краища на Македония, немало национално съзнание и не представлявало едно национално цело!

* * *

Националният живот в западна Европа не е еднакъв с тоя на Балканите. В западна Европа за база на всяка националност се взема езика. Според това, всяка нация е една общност в езика — всички народности, племена които говорят един общ език, образуват една национална държава. Това е една теория, която се опира само на външните прояви на народите, без да държи сметка за волята на целия народ, нация.

Принципът, че една нация е съвокупността на народите, които говорят един език, е несъстоятелен и като такъв той трябва окончателно да се изостави. 1)

Но какво е в сжщност нация? »Това е,« казва Dr. St. Butch, »строителния, създателския фактор на държавата в настоящата епоха. Това не е общност в езика, религията, нито пък отношенията.

Една нация, това е една душа, казва Ег. Renan. Съвременната социология, като изхожда от психологията на народите, дава следната дефиниция: една нация е общността на националното чувство, сиреч как и в какво се чувствува населението, чийто прек израз и желание е отделна, самостоятелна, независима държава. Нацията не трябва да се смесва с общността на езика, религията и пр. Ето защо политиката на европейските държавници, които искаха да разрешат националните и държавни проблеми в южна Европа, фалира, защото тя не сметаше населенията, отделните нации единствено създателски фактор на държавата. Аз сметам, продължава Dr. St. Butch, че македонците са една нация, само за това, че всички сжзнават това и имат тази обща характерност, отличие, че всички, без разлика на вера, народност, класи, пол и възраст, желаят да са политически-национално свободни, независими, желаят своето държавно единство.

Националните проблеми на Балканите могат да се разрешат правилно, само когато се образуват, създадат национални държави, т. е. възвеждане и строго приложение на правото за самоопределение на народите.

Просветеното обществено мнение в западна Европа, Америка своевременно отбелезаха това и в името на тоя общ принцип, покойният председател на Северно-Американските Съединени Държави първи авторитетно формулира в своето послание от 18. II. 1918 г. и прокламира: 1. че не може да се търгува с провинции и народи, като се прехвърлят от едно владичество в друго, като че ли са обикновени вещи или прости играчки; 2. че всеко териториално разпределение трябва да стане в интереса и в полза на заинтересованото население; че всичките ясноопределени национални желания, аспирации на народите, трябва по един абсолютен начин да се задоволят, без да се влагат нови елементи за разногласие и антагонизм.

Сегашните политически граници са произволни, изкуствени и при очертаването им не са взети под внимание нито географическия, нито икономическия и етнографическия принципи. Нещо повече, никой никога не е питал местното население, македонския народ, взет в своята съвокупност и пренят по всички държави на стария и нов свет. Ето къде е фалшът, коренът на злото. Трябва да се разбере, че полицейско-държавническият принцип, какво държавата е над всичко, е несъстоятелен и пакостен. Не *salus rei publice*, а желанието, свободата на народите трябва да се вземат като основно начало при разрешаване на балканската проблема, където Македония, със своето народонаселение, със своето желание, традиции, история, култура, е типичния представител, огледалото на Балканския полуостров, представен в миниатюр.

Павел П. Шатов.

Ето напр. една:

българи	1,103,111
турци	548,225
гърци	268,862
албанци	194,401
куцовласи	79,401
цигани	43,370
разни	106,360

Ако тази статистика не е точна по числа, то най-вероятна е по съразмерност на народностите.

Парижкят процес

Темидата на републиканска Франция.

(Кореспонденция от Париж.)

Всеки си спомня за величествената манифестация, която група смели българи направиха на 18 август т. г. пред представителите на българското правителство-фашистите Кулев и Вазов, дошли през това време в Париж да посетят декоративната изложба. Вечерните вестници на 18 август и особено сутринните от 19 с. м. беха посетили специални и дълги статии за »страшното нападение« на тая група от 50—60 българи студенти и работници, живущи в Париж.

1) Виж Nation et Etat von Dr. St. Butch, La Federation Balkanique, No. 4—5, 1 25.

Цела седмица и джлго още след това целокупната жжлта преса на републиканска Франција отправяне анатеми против групата честни бжлгарски граждани, които останали верни на своя народ дадоха израз на възмущението си срещу налачите на своя народ чрез демонстрацията на Елисейските полета.

Какво бе собствено тая демонстрация, че повдигна такава ярост у френските сжбрата на бжлгарските управници? Научили се от вестниците за пребиванието в Париж на Кулев и Вазов, неколко десетки честни бжлгарски граждани, студенти и работници, чувствайки от близо болките на свой народ, сами те жертва на кжрвавия режим, се сжбират спонтанно пред официалния изход на изложбата при Елисейските полета, от кждето требваше да минат бжлгарските представители и когато тия последните, излизали от изложбата, чакаха минуващия през това место отобюс за да си отидат, възмутените манифестанти ги обкржжават с викове — Убийци! Убийци на бжлгарския народ! Палачи! Долу налачите на бжлгарския народ! — В това време пристига полиция, арестува двама от манифестантите — Тракийски и Захариев и ги хвжрля в затвора, кждето ги джржа повече от един и пловина месец без присжда. Едва на 5 октомври ги изведоха пред сжда. Прокуроржт на републиката формулира своето обвинение в следните два пункта: 1. Обвиняемите са нанесли побой на представителите на бжлгарското правителство Вазов и Кулев и 2. Те са упражнили насилие над полицията, с цел да се изтржнат от ржцете и. Прокуроржт в своята обвинителна реч направи алузия, че обвиняемите са били подсждими за техната дейност против днес сжществуващата бжлгарска власт, че и тук като чужденци, те си позволявали да продължават тая своя дейност. Той искаше те да бждат осждени 1. за нарушение на общественя ред и упражняване насилие против отделни граждани и полиция и 2. като чужденци, които се бжркат в политическия живот на страната, да бждат изгонени вжт от границите на Франция. Всички свидетели, един тасен агент и двама полицаи, които арестували подсждимите, заявиха **категорично** пред сжда, че не е било нанесен никакжв побой на Кулев и Вазов, а що се отнася до упражненото насилие над полицията, полицаите заявиха, че действително такова е било упражнено само от Тракийски. На зададените от защитата вжпроси на свидетелите — в какво именно се е проявило това насилие, свидетелите отговориха, че обвиняемия с особенни жестове и юмруци се е стремил да се изтржне из ржцете им. Ясно бе, че на обвинителите липеваха сжщественни обвинения.

Защитата, представлявана от гражданите Жорес и Клайп доказоха несжстоятелността на обвинението и поискаха немедленното освобождение на обвиняемите. Гражданина Жорес разви добре аргументирано своята защитна реч, като се спре обстойно на политическите борби, които бжлгарския народ води от 1923 г. против днешното бжлгарско правителство, до-

шло на власт чрез нощен преврат, като се позова на две брошури, които той имаше в тоя момент на ржка, а именно брошурата на английската работническа делегация — »Какво става в Бжлгария« и тая на адвоката Виляр за положението в Бжлгария. Той каза приблизително следните мисли: Вие, господа сжди, искате да сждите едно свещенно гражданско право — правото на отделни граждани да изказват своето одобрение или възмущение за дейността на обществената власт! Знаете ли Вие как днешните бжлгарски управници дойдоха на власт? Знаете ли Вие истината по положението в Бжлгария? До 9 юни 1923 г. бе на власт едно законно, дошло по парламентарен ред, правителство с министжр председател Стамболийски. Правителството на Стамболийски се опираше на големо мнозинство от бжлгарския народ. Това правителство водеше една политика на мирно сжжителство между всички народи и частно за техното сближение с Югославия, за която цел бе сключило Нишкия договор. Един прекрасен ден бжлгарските военни, застанали зад професор Цанков, чрез нощен преврат свалиха законното правителство на Стамболийски, като само в пжрвия момент избиха повече от три хиляди граждани и хиляди, хиляди други хвжрлиха в затворите. Сам Стамболийски и големата част от неговите колеги бежа зверски избити. Една кжрвава военна диктатура заночна от тогава, която продължава и до днес над бжлгарските работници и селяни. Правата и свободите на народа са суспендирани, разтурени са неговите организации — комунистическата партия и земеделеския сжюз — целия народ негодува днес против узурнаторите. Можете ли Вие, господа сжди, да осждите народните маси за деянията им през времето на Бонапартовия преврат от 1852-та година? Не! Такова е днес положението на бжлгарския народ, израз на което са дали манифестантите на Елисейските полета. Вжрху Тракийски се хвжрля обвинение, че е упражнил насилие над полицията, за да се изтржне от ржцете й, обаче, свидетелите не можаха тук да ни кажат, че им е нанесен подвой. Та няма Вие искате, што обвиняемия, намирайки за несправедливо своето арестуване, да тржгне с ентузиазм към затвора? и т. п.

За отбележаване е факта, че бжлгарското правителство не бе пратило свой обвинител в сжда. Явно бе, че то се страхуваше, че това може да даде повод да се разкрият повечко от неговите деяния на бжлгарска почва.

Несжстоятелността на обвинението бе очевидна. Но как? Можеше ли да бждат оправдани подсждимите? Не! Требваше да се оправдае незаконното джржане на обвиняемите в затворите повече от 1½ месеци; требваше да се платят разностите по заведения процес. След джлги сжвещения, »чистата«, »непорочна« републиканска Темида излезе с »достоинство« от затруднението, в което бе поставена; тя осжди Тракийски на два месеца затвор и 50 франка глоба, а Захариев по недоказаност оправда. Нема какво да се каже, това е чисто по републикански.

6 Октомври 1923 г.

Петя

PARTIE SERBE

Унутрашња политика Државе С. Х. С.

1.

Политичка слика Југославије данас се показује у овим доминантним појавама: 1. Привидна консолидација монархије, коју је Радић амогућно својом издајом. 2. Енергична и упорна пропаганда Прибићевићеве идеологије интегралног југословенства и јачање фашизма у целој земљи. 3. Неодређено и неодлучно држање свих опозиционих партија и револуционарних група.

Ово другим речима значи, да би у случају изненадних компликација у држави, реакционарна демократија Радић-Пашивећа могла врло лако да уступи место или фашизму или војној диктатури. Поново у корист монархије и централизма а на штету партија, које се боре за прогрес и на штету пристапа радничко-сељачке владе.

Овако стање ствари треба да забрине сваког искреног револуционарног југословенског борца. Изгледа као да ниједна од многобројних левица не осећа довољно тежину времена и не види правац и не разуме ток догађаја у земљи. А њихово држање нам изгледа тим неразумљивије што су стварно народне снаге јаче у Југославији него реакционарне, и што би једна организована револуционарна борба завршила сигурно са победом.

Оно што при постепеном јачању фашизма у Југославији пада на први поглед у очи то је, што опозиција није увидела још до данас: 1. Где су прави узроци незадовољства у земљи

и ко је истински непријатељ против кога треба поставити борбене редове и формирати заједнички фронт и 2. Које је основне политичке елементе за последњих неколико месеци, опозиција требала да стави у покрет и да их искористи за своје циљеве, против фашизма и против реакције Пашивећа и Радића.

Одговор на прво питање: По нашем мишљењу главна препрека нормалном развоју политичког живота у Југославији је увек: **монархија, централизам и хегемонија Срба, економска, политичка, војна и административна.** Ово треба да схвате све оне опозиционе партије, које још стоје на монархистичком програму а боре се у знаку прогреса и демократије.

Одговор на друго питање захтева један краћи политички разговор и размисљање о политичкој ситуацији у земљи од 27 Марта о. г. до данас.

Треба признати да се по некад у јавности чују и тачне констатације о политичкој ситуацији у Југославији. Само се никад не улази у суштину ствари и никад се не прихватају оне поуке, које се силом намећу после констатованих факата а које су неопходне и за једну организовану опозициону борбу у парламенту, а поготову за једну револуционарну борбу против данашњег режима у Држави С. Х. С. Ми ћемо такав један случај изнети. Ево шта је рекао у свом говору од 15 новембра о. г. у Мостару Др. Анте Корошец вођа словеначке људске странке, за кога се може рећи, да је по крви и традицијом најдеснији и најреакционарнији од свих опо-

зидијоних шефова: »У Београду имамо кризу. Нитко у широј јавности не зна зашто је дошло до кризе министра просвете. Сви знате да садашњи кабинет није по вољи г. Пашићу, а исто тако да му није по вољи данашња ситуација, јер он неће да ради заједно са Радићем. Пашић је стари поборник велико-српске идеје и он би хтео радије данас него сутра, да има велику радикалну партију, која би могла сама да влада по својој вољи.« Даље Др. Коросец каже за Радића: »Радић није више израз народне воље, јер је одступио од програма на коме је биран, одрекао се републиканства, федерализма и антимилиитаризма.« Опет за Пашића: »Он хоће да истера из владе г. Др. Нинчића. Пашић не воли никога ко је добро уписан у двору па зато и хоће да истера из владе Др. Нинчића. Али ја мислим, иако је г. Пашић добар тактичар, да он нема оне снаге коју је имао прије. Нема је ни у клубу. Он је сада баласт за радикалну странку, али она ипак не може без њега.« При завршетку свога говора каже између осталог и ово: »Нерад парламента убија читаву демократију. Ако овако даље пође мора да дође до диктатуре, па била та диктатура у форми једне партијске олигархије, или у форми једне војне диктатуре.« »Стање у земљи је рђаво. Ја мислим да Војводина кад би се спроводио плебисцит не би гласала за ову државу. Ја мислим да ни Македонија не би гласала за ову државу. А Црна Гора? Ви знате како би тамо испало гласање.«

Све што је речено у овом говору истина је од прве до последње речи. Само констатација факата није довољна. Као што смо напред поменули потребно је разумети суштину догађаја у нашем политичком животу. Ако земља иде према војној диктатури треба разумети зашто. Ако је Пашић у сукобу са краљем потребно је знати узрок несугласица и према томе управљати своју борбу. Ако у радикалном клубу постоје две политичке тенденције треба знати где је њихов почетак и предвидети им будући развратак и крај. Ако Прибићевић са Орјуном има намеру да уведе диктатуру партијске олигархије треба је умети спречити и т. д.

Југославија се данас заиста налази у тешком положају. Латентна криза, коју она данас преживљује тежа је можда од свих отворених криза, које је она преживела од свог постанка. Једна реченица, коју је Никола Пашић понављао често својим политичким једномишљеницима приликом доласка Радићева за министра просвете а која гласи: »Ускоро ће други управљати државним пословима, а ја ћу се посветити само националним стварима, које никада нисам напустио« можда није изговорена сасвим без разлога и о њој би баш у овом времену требало добро размислити.

Ми ћемо то од своје стране учинити и нека то буде само савет револуционара за тешка времена, која ће у нашој земљи наступити.

II.

»Социјалистичка револуција може се разбуцкати не само услед крупног штрајка или уличне демонстрације или гладне побуне или војничког устанка или метежа у колонијама, него услед макар какве политичке кризе попут Драјфусове афере или Каперског пуча.«
Н. Лењин

Заступајући интересе радника и сељака ми смо у нашим ранијим излагањима унутарње политике у Држави С. Х. С. имали: 1. увек одлучан став против монархије; 2. проповедали јединствени револуционарни фронт против реакције свих досадашњих режима у Југославији и 3. били смо присташе радничко-сељачке револуционарне владе, која би као резултат народног устанка била једина у стању, да реши повољно за широке народне слојеве све националне и економске сукобе. Ово су начела, којих се ми држимо и данас и којих ћемо се држати и у будуће. Начини које смо предлагали да се постигне циљ понекад су се врло мало мењали, али смо при једном остајали увек непоколебиво а то је, да је једино помоћу ревизије Солунског процеса политички могуће срушити реакционарне силе, које владају у Југославији: Круну, Белу Руку и радикалну партију. Ми и данас дајемо ту исту важност ревизији Солунског процеса.

Како је могуће организовати револуционарну борбу против данашњег реакционарног режима имајући у виду постављени циљ а узимајући у обзир политички положај какав је он данас?

У развоју политичких догађаја у Југославији од дана Радићеве издаје треба разликовати две етапе. Једна пада у времену од 27 Марта о. г. до почетка примене пакта радикалско-радићевског, а друга од почетка примене тога пакта т. ј. од уласка Радићевих присташа у београдску владу до данас. Обе етапе имале су потпуно различит одјек и утицај на целокупан политички живот у Држави С. Х. С. Прва се могла сматрати као време неизвесности, Радићеве тактике

и Пашићевих интрига. Многе од опозиционих партија нису ни веровале у могућност споразума између радикала и радићеваца. Друга етапа је међутим сасвим јасна и одређена. У овој другој етапи имамо пред собом стварну поделу власти између радикала и радићеваца. Друга је етапа много одређенија и политички и економски и према томе опозиционим партијама је много лакше заузети и одлучан став против новог реакционарног блока.

Ми смо још раније у »Балканској Федерацији« написали: »Споразум између Радића и Пашића не значи консолидацију него само једну државну кризу више.« Каснији догађаји су нам дали заправо, тако да у ову нашу тврдњу могу данас и други веровати. Ниједно од виталних питања у Југославији под владом »споразума« није решено нити ће моћи бити решено. Влада споразума значи политички и административно превласт партијске олигархије радикалско-радићевске, а економски она још увек значи само покушај измирења хрватске и српске капиталистичке буржоазије. Кажем покушај само а не потпуно измирење. Ово је врло важно нагласити због тога што ће споразум између радићеваца и радикала природно морати пропасти независно од политичке агитације оног дана, када хрватски капитал покуша озбиљан напад за потпуну равноправност са српским капиталом.

Зашто споразум између радикала и радићеваца и поред тога што је неприродан и створен против интереса народних маса, још постоји и зашто он досада већ није доживео крах, нарочито када је познато да је Пашић као преставник радикалне партије био од самог почетка против споразума са Радићем?

Ово ће нам бити јасно ако укратко изложимо однос реакционарних снага, које су га створиле, једне према другој, и оног политичког момента, независног од економског, који га моментано држи, и који ће га, ако раније не пропадне као природна последица ривалитета српског и хрватског капитала, држати све дотле док опозиционе и револуционарне партије не увиде важност тога момента и не реше га.

Ево како изгледа унутарњи политички карактер споразума између Радићеве и радикалне партије:

Постоје у игри три реакционарна интереса. Најпре Пашић као носиоц велико-српске идеје и преставник класних интереса већег дела српске буржоазије. После њега Радић као преставник класних интереса већег дела хрватске буржоазије. Затим краљ, који заступа интересе династије и монархије. Узимајући у обзир факат, да је Пашић против споразума, неоспорно је да би Радић као слабији морао изгубити у борби са Пашићем. Али пошто је Пашић у сукобу са двором, Радић је удружен са краљем победио политику Пашићеву.

Радић потпомаже интересе двора зато јер у противном случају не би могао издржати борбу против класних интереса српске доминарајуће буржоазије. Краљу је међутим свеједно. Он тражи савезника тамо где може да га нађе, јер чува у првом реду интересе своје династије.

И поред тога што је Пашић за моменат попустио у питању споразума, он ипак не напушта свој диктаторски став и према краљу и према Радићу. Зашто? Зато јер он против краља има у својим рукама увек једно сигурно оружје. То је **Солунски процес**. Пашић, као формално мање изложен (он је сам намерно гледао, да себе у колико је могуће изолира у припремању и извођењу солунског злочина, иако је у ствари једнако крив као и краљ, Петар Живковић и Љуба Јовановић) у Солунском процесу зна, да у даном моменту овим процесом може да обори и краља и Љубу Јовановића, као свог главног противника у клубу радикалне партије. Он за сада моментано капитулира и не упушта се у борбу зато јер није потпуно сигуран, да ће изаћи као победник. Петар Живковић са већином официра, чланова »Беле Рук« стоји на страни краља.

Тако се види, да је данас као што је био и увек Солунски процес основни политички елемент који веже и држи равнотежу реакционарних снага у Југославији.

И нас чуди само једно: када Никола Пашић у својим политичким комбинацијама води рачуна о Солунском процесу и жели да га употреби против својих политичких противника, иако и сам компромитован у њему, како је могуће, да опозиционе и револуционарне партије његову важност не увиђају и зашто га оне не употребе у циљу рушења реакције у Југославији и против монархије?

Из свега што смо напред изложили треба резимирати следеће:

Политичко стање у Југославији носи данас тако тешак и озбиљан карактер, да сви југословенски борци за слободу и прогрес треба да ставе све своје енергије у покрет јер се

земља виши него икада раније налази пред догађајима, у којима би реакција могла да извојује нове победе.

Држава под владом споразума није консолидована него живи у атмосфери перманентне кризе, јер национални и економски сукоби нису ублажени споразумом између Радића и Пашића него појачани.

Споразум и економски и политички живи на сасвим несигурним базама.

Да би у новим политичким догађајима, који ће наступити победила револуционарна борба има свега два пута: народни устанак или ревизија Солунског процеса.

М. Владимиров

Александар Карађорђевић у Црној Гори

Од новембра год. 1918 — што значи од оснутка државе Срба, Хрвата и Словенаца — па све до септембра ове године, никада се краљ Александар Карађорђевић и његови министри не усудише да посјете званично Црну Гору, знајући за мржњу, којом су задвојени према њима широки слојеви црногорског народа. Иако су данас рескирали ово путовање, предузели су га тек онда пошто су се осигурали свим мерама, које су им биле потребне у једном крају где опсадно стање траје без престанка.

Претекст похода био је пренос моштију на Ловћен великог песника Његуша, сачиниоца »Горског Вијенца« дела дубоке филозофије и универзалне репутације.

За време рата, када је Црна Гора окупирана од аустријске војске скинуте су песникове кости у манастир Св. Петра на Цетињу и тај чин је дубоко увредио Црногорце, јер је песникове жеља била да почива на врху Ловћена. Поправљајући провокацију аустријске солдатеске и преносећи поново његове кости на Ловћен, одајући му почаст коју заслужује његов песнички геније, београдска влада хтела је у исто време да прослави и анексију Црне Горе, јер од времена издаје Радићеве и хрватских сељачких вођа, управљачи краљевине Срба, Хрвата и Словенаца озбиљно се труде да учврсте државу.

Упркос обманам и лагању званичне штампе, у Црној Гори као и у Далмацији, дочек краљевског пара био је далеко од ентузијазма.

Незадовољној са тридесет хиљада војника и жандара, који су стално у Црној Гори, посјети званичника претходила је једна специјална армија; ратна флота била је концентрисана на обали јадранског мора између Улциња и Котора. Војници су чували путеве, у сваком селу жандари су логорovali...

Комедију одиграну у Подгоричкој Скупштини, која је жртвовала Црну Гору и сјединила је са Србијом, није црногорски народ никад одобрио. Доказ нам је зато божићњи устанак од год. 1918 и оружане борбе које смели брђани нису престали водити од тога времена. Било оружјем у руци, било парламентарним изборима Црногорци нису престајали да протестују против анексије.

Новембарски избори год. 1920 значили су комунистичку победу. Од десет посланика, које је Црна Гора имала да бира за београдски парламент, били су изабрани четири комуниста под вођством незаборавног Јована Томашевића и два републиканца. У год. 1923 избори су били нова победа за опозицију: били су изабрани два црногорска федералиста и два демократа. Комунисти нису могли бити кандидовани, јер је њихова партија била забрањена од год. 1921. Поново на последњим фебруарским изборима, и поред терора и хапшења, народ је већином гласао за опозицију: изабрано

је три федералиста и два демократа. Пашићева радикална партија и Бела Рука нису добили више од два посланика.

Ово су неоспориви докази, да потиштена Црна Гора искоришћује сваку прилику да истакне захтеве за своју независност.

* * *

Црногорски буржуји, реакционари без скрупула покушали су, да изједначе борбу за независност Црне Горе са рестаурацијом династије Петровића. Ми треба увек одлучно да устајемо против ове својевољне и прорачунате конфузије, која је у највишој мери штетна по црногорске сељаке и противна њиховим елементарним интересима.

Емигранти, који су бранили ову политику беху дуго времена инструменти Савојског двора и талијанских империјалиста, који су их на крају морали напустити, да би сачували добре односе са Југославијом.

Пре неколико месеци шеф ових политичара Јован Пламенац, отишао је и поклонио се Београду, ставио се на расположење радикалима, да би и даље варао црногорски народ, као што то чини Радић са хрватским сељацима. Ова издаја нека буде поука свима који још живе у илузијама и верују Јовану Пламенцу и његовим пријатељима.

Жртве које је поднео црногорски народ, некада у борби против турских хорда, данас против освајача Београда треба да их потакну да размисле о њиховој садашњој ситуацији.

Као остали народи Балкана и света, Црногорци, да би успехом крунисали своју борбу, треба да створе национално-револуционарну организацију, способну да концентрише и води револуционарне акције од замаха и ширине. Јака и моћна, формирана од здравих слојева сељака, радника и интелектуалаца, часних и опробаних, таква једна партија била би способна да доведе до ослобођења и независности.

Тешка искуства прошлости и скорашње издаје не треба и не смеју да буду узалудне. Ауторитет, који су уживали извесни досадашњи реакционарни политичари треба уништити из основе. Од локалног и хаотичног дела треба прећи на методичку и организовану акцију — а под погодбама нових борби чији смо ми сведоци, то се може остварити само са једном национално-револуционарном партијом, која ће се борити заједнички са радницима и занатлијама.

Таква једна илегална организација, осим императивне дужности да уско веже национално питање са аграрним имаће тако исто брзу задаћу да раскрсти са нездравим предрасудама, које постоје још у народу о династијама и њиховој улози, јер дошло је време да се високо прокламује републикански принцип и да се објави рат тиранима и тиранијама и да ове идеје дубоко ухвате корена у сваком сељачком дому.

Док се син краља Николе слободно шета Београдом и док Јован Пламенац сагиба кичму пред Пашићем, дотле цетињски суд суди 43 сељака међу којима је једна девојка зато што се смело борила за независност своје земље. Само ови примери узети случајно, показују, да они треба да се боре једнако против свјих као против хегемониста из Београда и ово их може уверити, да су династије Петровића и Карађорђевића исти непријатељи за њих и за прогрес.

Сељаци и радници црногорски треба да следе путевима које им је показао Јован Томашевић, и који је до смрти проповедао радничко-сељачки републикански блок. Треба да следе путевима Вукашина Марковића и његових партизана, који се боре неуморно за радничку и сељачку Балканску Федерацију, чији ће део бити Црна Гора заједно са браћом из Србије, Бугарске, Хрватске, Македоније, Албаније и т. д.

То је правац, којим треба да иде млада генерација црногорских револуционара. И то је пут који води националној и социјалној победи.

Н. Обаров

PARTIE CROATE

Spoljna politika Jugoslavije na Balkanu

Jugoslavija nije plod borbe njezinih naroda za ujedinjenje u jednu državu, već je sporedni produkt imperijalističkog svet-skog rata i tako zvanih mirovnih ugovora. Donošenjem vidov-danskog ustava, koji je uperen na samo protiv radništva i seljaštva već i protiv svih nacionalnih manjina i nesrpskih nacija, postigla je srpska buržoazija ozakonjenje svoje povlašćenosti u državi. Celokupna unutrašnja, a po gotovo finansijska politika vodi se u tom duhu, u interesu prvenstveno srpske buržoazije.

Isto tako kao unutrašnja vodi se i spoljna politika Jugoslavije prvenstveno u interesu srpske vladajuće klase, čiji je glavni cilj u spoljnoj politici osvojenje Soluna. Jugoslavija dakle ne nastoji samo da osigura svoje sadašnje granice, već teži da vodi prvu reč na Balkanu, da na Balkanu uspostavi svoju hegemoniju. Sve buržoaske partije u Jugoslaviji u tom su složne. Pri izvodjenju ovog cilja postoje dođuše medju njima izvesne razlike, ali ne bitnog karaktera već samo taktičke prirode. Pri ostvarenju te imperijalističke politike sukobljavaju se svugde interesi jugoslavenske vladajuće

klase sa interesima talijanske kapitalističke klase, koja opet sa svoje strane teži da osigura svoju prevlast na Balkanu. Parola „Balkan balkanskim narodima“ označena po centralnom organu radikalne partije „Samoupravi“ kao srž, kao dogma spoljne politike radikalne partije, treba da posluži kao maska pri ostvarenju imperijalističkih aspiracija Jugoslavije na Balkanu i da pod vodstvom i uz hegemoniju Jugoslavije ostvari savez balkanskih država, uperenu u prvom redu protiv Italije.

Suprotnost interesa jugoslavensko-talijanske vladajuće klase zaoštava se iz dana u dan. Srpska vladajuća klasa imajući stalno pred očima osvojenje Soluna i izlaz na Egejsko, odnosno Sredozemno more, nastojala je da postigne pri ostvarenju tog svog cilja ako ne potporu a ono barem neutralnost Italije. To je moglo biti postignuto samo koncesijama Italiji na drugoj strani. Stoga se u interesu srpske vladajuće klase žrtvuju na zapadnoj granici interesi hrvatske i slovenačke kapitalističke klase. Svi jugoslavensko-talijanski pregovori, ugovori i konvencije jasno pokazuju tu tendenciju. Koji su uzroci ovoj popustljivosti Jugoslavije? Oni su bili diktovani prvo unutrašnjim stanjem u državi i drugo spoljno-političkom izolovanošću. Pre kapitulacije Radićeve partije srpsko-hrvatski spor je pretio da predje u otvoreni građanski rat. Odnosi prema svim susednim državama, Grčkoj, Bugarskoj i Madžarskoj bili su vrlo zategnuti. Jugoslavija u slučaju kakvog konflikta s Italijom ne samo da nije mogla računati na pomoć drugih država već ni na potporu većine stanovništva. Stoga pre rešenja ovih pitanja Jugoslavija nije mogla pomišljati na aktivniju politiku na Balkanu i prema Italiji. Tim je dakle bila diktovana njezina politika popuštanja. Ulazak Radićeve partije u vladu znači nesumnjivo ojačanje pozicija vlade u unutrašnjosti. On znači i stalno zaoštavanje odnosa sa Italijom, jer predstavljajući u svojoj suštini sporazum srpskog i hrvatskog kapitala a ne sporazum srpskog i hrvatskog naroda, moraće voditi više računa i o interesima hrvatskog kapitala.

Jugoslavija pri ostvarenju svojih aspiracija na Balkanu ne može računati na potporu Male Antante, koja se preživljuje i koja sve više i više predstavlja samo jednu krpu papira. Stvorena kao protuteža Bugarskoj i Madžarskoj ona je danas izgubila svaku važnost. Jugoslavija odbacuje grčki predlog općeg balkanskog pakta, koji bi trebao svim balkanskim državama da zagaranjuje nepovredivost granica, traži prvo

rešenje svih spornih pitanja i šta više pristupa direktnim pregovorima sa susednim državama, nastojeći da zadobije njihovu potporu pri ostvarenju svojih aspiracija na Solun. Glasovi o jugoslavensko-bugarskom zbliženju, i ako do sada često proturani, nisu neosnovani i ostvarenje jednog, jugoslavensko-bugarskog saveza upravljenog protiv Grčke nije stvar nemogućnosti. Svi znaci govore da je on na pomolu i da, privremeno ostavivši postrance srpsko-bugarski spor o Makedoniji, donese Bugarskoj Kavalu i Dedeagač, a Jugoslaviji Solun. Sklapanje mirovnog i prijateljskog ugovora s Turskom, s kojom je Jugoslavija do sada bila formalno u ratnom stanju, treba da pojača pritisak na Grčku. Pregovori s Madžarskom, koji se baš sada vode, treba i na toj strani da stvore koliko toliko snošljivu atmosferu.

Odjek događaja u Trstu, pisanje jugoslavenske buržoaske štampe, kao i govori sada najvećeg državotvorca i monarhiste gosp. Stefana Radića, naglašavanje neophodnosti izgradnje jedne jake mornarice za zaštitu dalmatinske obale, kraj svih uveravanja gospodina Ninčića o „prijateljstvu“ s Italijom, pokazuju jasno pravi odnos između te dve države. Oni jasno ocrtavaju neizgladivu suprotnost interesa sadašnje Jugoslavije i Italije i računanj na obadve strane sa stalnim zaoštavanjem tih suprotnosti, pri čemu je sasvim sporedno dali će do konflikta doći radi Albanije, ili Dalmacije, ili može biti usled eventualnog grčko-jugoslavenskog sukoba.

Interesi radništva i seljaštva, kao i svih potlačenih naroda Jugoslavije nisu istovetni sa interesima vladajuće klase. Prvi žele mir, politika drugih neminovno vodi ratu. Opasnost novog imperijalističkog rata na Balkanu može se odkloniti samo slobodjenjem radništva i seljaštva i ugnjetenih naroda Jugoslavije. Glavni i najveći neprijatelj radnoga naroda svih nacija Jugoslavije nije niti Italija a niti neka druga strana država. On se nalazi u samoj zemlji. Na suprot imperijalističkoj politici jugoslavenske vladajuće klase, koja pod maskom „Balkan balkanskim narodima“ teži da na Balkanu uspostavi svoju prevlast, vode radništvo i seljaštvo i ugnjetene nacije Jugoslavije borbu za svoje nacionalno i socijalno oslobodjenje i uspostavu **Saveza Slobodnih Federativnih Republika na Balkanu**, koji će zagaranovati nezavisnost i miran razvitak svim narodima Balkana.

St. Vojković

PARTIE ALBANAISE

Amnestia e Zogollit

Teli telegrafik na lajmon prej Tirane, se Ahmet Zogolli, me 20 Tetnev dha një amnesti të pergjithëshme per t'avatisurit. Alfati qi ja lanë t'avatisurëvet per të kthye në Shqipni është një mnej. Veprimet politike të bëme para këtij afati janë plotësisht të falura, ato veprime politike qi do të ndo dhin mbas këtij afati, shkaketarët e ketyne veprimevet do të ndiqen rrebtësisht.

Pergjegia qi i dhane t'aratisurit kësaj amnesti kje kjo: Shumica ma me randesi i t'aratisurëort nuk i xune bis amnestis së Zogollit, e nuk këthyne ri atdhi, gjendja qindron si perpara.

Arsynat i këtij moslesimi gjinden në pergjegjen tipike oi i nep kryetari i Qeveris së Dershorit, Imzot Noli kësaj amnesti. Ja, këtu pergjegjen, e cilla pasqyron mendimet e ndjesinat e emigrantëve:

„Amnestia e tradhëtorit për patriotët, që bënë fajin të kundrështojnë invazjen dhe okupatën e huaj, është një shaká shije — keqe, të cilën s'jam i zoti t'a çmonj. As munt t'i këshillónj shokët të vdesin urie në syrgjýn, as munt t'i udhëhëq në atdhë ku i pret skllavëria. Sehírxhínjtë shakaxhínj tr padjallëzuar nofta shohin, po unë nukë shoh asujë pobilítë për mua t'i shërbënj pópullit brënda në Shqipëri, e (cila është tani në praktikë një provincë sërbe, e terrorizuar)

prej plaçkitësve. Dyke u — pajtuar me këtë, duhet t'i jap armët me turp e të benj një tradhësi të padshishme. Jam plak e s'munt t'i mësonj këto lodra (tricks) tëra. Pajtimi kombëtar munt të mbarohet vetëm mi një bazë të pajtuarshme me independencën kombëtare, pra kurrë nënë qeverinim e rezilit gjakpirës, të cilin ia imponoj Kombit tonë Pasiçi me pahir. Patriotët e Amerikës janë të detyruar moralisht t'a kundrështojnë regimin e sotmë çuderonjës, e të lëftojnë për ristoratën e independencës kombëtare gjer në fund. Noli.“

Kjo deklaratë plastike e kryetarit të Deveris së Dershorit, permbledhë në pak fjale, argumentat — munt të thohet assiomatik — të cillët e ulin amnestin e Zogollit në një pabesi, në një kurthë të dalun prej një shpirtit të ngushtë oriental, qi i ndrydhun prej të kaluemes së tij gjaksore, i friksuem prej pertardhmes çpague, mundohet me maskë të ree m'e çue në vënd programin e tij çfaronjës për nacionalistët, çkatronjës per atdhën.

Te vím pra një ka një, n'argumentat qi provojn tesen e vume siper:

së parit ti pvesim kush është ai qi e nep ket amnesti, cilli është morali, shpirt — naltësija e besimi qi munt t'i nepet personit e fjales së tij?

Dhanësi i amnestis është Ahmet Zogolli, i begatun me një moral aq të naltë, sá per të marrë fuqin në dorë pá farë

skrupeli bani traktatin e msheftë me shtetin S. H. S. qe e ban Shqypnin per kohen e ardhëshme nji provincë serbe, hypi në fuqi me bajoneta serbe, hini në Shqypni si prisi i ushtrisë serbe tuj luftue ushtrinë kombtare: e para herë qe nji shqyp-tar s'ka turp para botës me rá kaq posht!

Morali e shpirt — naltësija e tij provohet në ket trat-hëti qe e ulë personin e trathëtis në agent të poshter të fuqis armike naj Atdhën.

Kuër Dr. Dorten, i Reno-s në Gjermani, i rrëjtun prej arit françes, propagoj idën e separatismes në viset e Reno-s, gjermanët nuk njoftue ma partina në ket ceshtje, por të lidhun top — socialisti me nacionalsocialistin, klerikali me liberalin, komunisti me bourgeois-in — i thyne kryet e i qitni jashtë kufinit separatist, pse i dishin per trathitorë kuer lidheshin me fuqin fqinje — armike, per të çkatërrue atdhën.

Ç'ndryshim kjo gjendje me gjendjen t'onë: atjë Dr. Dorten — i banë propagandë me arë të Frances e i pergjakun e me turp perzëhet prej vllaznevët të vet: historia botnore — njisoj e miqvet si e armiqvet — e stigmatizon Dr. Dorten, si nji agent traththuër të vendit të tij, emni i tij i shkruem me shkrola të turpshme së pastrohet mâ, — personi i tij zhduket nji herë e per gjithmonë prej lames së ndershme të sherbimit per atdhë.

Ahmet Zogolli — shum mâ i poshter se Dr. Dorten-i — nji malok pá shkollë e pá kultur, hín me bajonete serbe e ban atdhën e tij lamë plaçke per ushtrinë anmike. — Natyrisht edhe këtu shtypi e historia botnore, e stigmatizojn ket nieri si nji agent të Serbis, si nji traththuër të vendit të tij, — në historinë botnore emni i tij është shkruem me shkrola të turpshme, njëjtë me atë të Dorten-it, e të sá tjerve agent trathitorë, — ky emen në historinë botnore s'munt të shlyhet mâ, — por atjë në Shqipeni nji parlament e nji senat memecash sverdhë e të friksuëm, i bajnë regjë nji teatrit të turpëshem, tuj vue per President të Shtetit shqyptarë, atë qe vunë Pašiči me bajonetat e tia per mydir të mydirjetit të tij: agentin eksekutues të çkatërrimit të Shqypnis! — Bota kapitaliste natyrisht se e pranon ket gjendje me gëzim, pse trathëtori në fuqi, qe nep e shet shtetin si nji çifllik të tijin, është nji eldorado per ato qe dishrojnë konçesione e influencë në Shqypni. E vertetë qe Anglia, Italia, Jugosllavia etj. s'munt të gëshin kunt nji sherbthuër mâ të centë e ma të gatshem se Ahmet Zogollin per t'a çue Shqypnin në grykë të vorrit: këta janë lshue si korbat mi kufomë të Shqypnis, e kush pre nji pjesë, kush nji tjetër, hán, ngopen e s'bajn zâ: — kjo është e vertetë, por në mjes të tyne veç mendimi qe kau per Ahmet Zogollin e per dy odat teatrale është i turpëshem per popullin shqyptarë!

Ky është Ahmet Zogolli, kij është morali e shpirtmadhë-sia e tij në veprimet e tia politike, ky tableau veçse duhet vulosë me shpirtin kriminal të tijin, per të perftyrue prakti-kisht motivin kryesuer t'ammistis: Ahmet Zogolli është aj qe vrau në besë Zia Dibren, qe i vunë priten e vrau Bajram Currin, qe i lëshoj në shpin Çatin Haramin e vrau Luigi

Gurakuqin, — shkurt Ahmet Zogolli është aj qe vrau pjesen ma të madhe të kryesis nacionaliste, pjesen ma të madhe, porsí nijerisht per Zogollin metne edhe disá gjallë ni dhë të huuj: per ti mushë listen duhej edhe Fan Noli, Kruja, Koculi e disá ti tjerë, e per ket Ahmet Zogolli i çon nji ftesë këtyne t'urdhënojn në Shqypni, per të kalue atjë Stixin e per t'u bashkue me shpirtnat e Bajramit të Luigjit e të Zijas, — vetun mbas kësaj veper shpëtimi Ahmet Zogu munt të flëte qetë e munt të çote ne vënd planin e Pašičit të lidhur në Belgrad!

Po, por hijet e fatosvet qe rane nen plumin traththuër, jan bâ mësim per kryetarët e nacionalismes shqyptare, — jo pse dronë per vehten e tyre, por pse e kan kuptue respon-sabilitetin qe randon mbi shpinë të tyre, — e dinë se me vrasjen e tyre, nacionalismes shqyptare i nepet plumi i dekes, e per ket, per detyrë naj atdhën, s'munt t'a pranojn thirrjen hipokrite ti trathëtorit të Shqypnis.

Kjo thirrje është hipokrite e vrenocake pse vjen prej Ahmet Zogollit, i cilli, malok e traththuër ban kurdoherë të kundertën e atyre ç' thotë.

Të folish me këdo qe ka pasi marrëdhanje me Ahmet Zogollin, ká per të thanë se esenca shpirtnore e Ahmetit, me të cillen ky ká fillue e vijne karrjeren e tij është gënjeshtër. — Zogolli është mbreti i gënjeshtarvet, aj kurdoherë ká rrejtë, gjithnji rrën, e prap ká per të rrëjte.

Prá, nji nieri të tillë me i xanë besë, në fjalen e tij me vue jeten e fatin jo vetun të disá kryetarvet, por krejt të Shqypnis, është nji **marrë e fajshme**, pse me ket popullit kurr-farë të miret s'munt t'i bish veçse **dam, çkatërrim e dekë**.

Emigrantit, tuj mos kthye në Shqypni i kanë dhanë me perbuzjen e tyre, pergjegjen mâ ti mirë e mâ të të dobishme per atdtë: kjo ish e vetmia pergjegje qe meritote nji trad-hëtuër.

Lajmet ma të reja qe vinë prej Shqypnijet diftojn se pritja qe është tuj i bâ Zogolli e zyret e tia, atyne të pakë emigrant qe kan këthye prej nevojjet në Shqypni, është pritie qe munt t'i bâhesh vetun kriminelvet: emigrant nuk ngiehen mâ per shqyptarë, porsí per Korçare, Vlioniatë, Shkodranë etj., — gjithçcilli ner këto është i shterngnem nu banue rregullisht vetun në gjytetin e tji, ner vise të tjera të Shqypnis së gujon as me banue, as me udhtue, shkurt emigrantat janë t'inter-nuem, nen vrejtie të pá-dame të policis, nen kamë të schen-drermeris, te dyja vegla të Ahmetit: **jeta e emigrantevet** — ninji a merren, a s'merren me politikë — është në dorë ti **Ahmetit**.

Ky lajmë i nep arsye të plotë pjeses kryesore t'emigrantevet qe nuk këthye në Shqypni, — pështimi i vetëm per Shqypni është bashkimi i emigrantevet per luften e rrebtë të trathëtorit të Shqypnis, t' Ahmet Bej Zogollit e të gjith kastes së tij, të bejlervet, qe sot janë bâ kordon pre mprojtjen e Ahmetit e per vdekjen e Shqypnis.

Brindisi, me 18 Naudner.

Studenti